

La relance verte dans la pratique

Exemples du monde entier pour construire en mieux



giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

On behalf of:



of the Federal Republic of Germany



Funded by
the European Union

En contribution à:

NDC PARTNERSHIP

En collaboration avec:



En tant qu'entreprise fédérale, la GIZ aide le gouvernement fédéral à concrétiser ses objectifs en matière de coopération internationale pour le développement durable.

Publié par :
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société
Bonn et Eschborn

Friedrich-Ebert-Allee 40
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 4460 - 0
F +49 228 4460 - 1766

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 6196 79 - 0
F +49 6196 79 - 1115

E info@giz.de | www.giz.de

Auteurs:
Juliet Phillips, Felix Heilmann,



Contributions:
Mara Bieler, Silvia Brugger, Samyra Hachmann, Eva Hübner, Vanessa Moosmann,
Tim Rossa, Melina Schlachter, Bernhard Zymla (GIZ)

Remerciements :
Nous remercions nos collègues et partenaires qui ont contribué à l'élaboration des instantanés de la relance verte présentés dans ce rapport.

Responsables :
Anna Schreyögg, directrice du Projet d'appui à la mise en oeuvre de l'Accord de Paris
Bernhard Zymla, directeur du programme GIZ-EUROCLIMA+

Conception graphique/mise en page :
SCHUMACHER Brand + Interaction Design GmbH

Crédits photos/sources :
© Dennis Schroeder/NREL

Liens URL :
La présente publication comporte des liens ou renvois vers des sites Internet externes. Les contenus des sites externes liés relèvent de la responsabilité des fournisseurs ou hébergeurs de ces sites. Lors du premier référencement, la GIZ a vérifié si le contenu de tiers n'était pas de nature à entraîner une responsabilité civile ou pénale. Cependant, il ne saurait être raisonnablement envisagé de procéder à un contrôle permanent du contenu des sites liés en l'absence d'indices concrets de violation du droit. Si la GIZ constate ou si on lui signale qu'une offre externe pour laquelle elle a mis un lien à disposition soulève une responsabilité civile ou pénale, le lien correspondant sera immédiatement supprimé. Les opinions exprimées dans cette publication relèvent de la seule responsabilité des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues du ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire ni l'opinion majoritaire des Parties à l'Accord de Paris.

Cette publication est le résultat d'une collaboration entre E3G et les trois projets suivants dans le cadre de l'Economic Advisory Initiative (Initiative de conseil économique) :

EUROCLIMA+ est le programme phare de l'UE pour promouvoir la durabilité environnementale et la résilience face aux changements climatiques en Amérique latine. Le programme est mis en oeuvre par des agences des États membres de l'UE (AECID, AFD, Expertise France, FIIAPP, GIZ) et des Nations unies (CEPALC et PNUE). Il est cofinancé par le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) ainsi que par les gouvernements de la France et de l'Espagne.

Le Projet d'appui à la mise en oeuvre de l'Accord de Paris (SPA) est exécuté par la GIZ et financé par le ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Sécurité nucléaire (BMU) dans le cadre de son initiative internationale sur le climat (IKI).

Le Projet d'appui à la conception et à la mise en oeuvre du nouveau cadre mondial pour la biodiversité (BioFrame) est exécuté par la GIZ et financé par le ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Sécurité nucléaire (BMU) dans le cadre de son initiative internationale sur le climat (IKI).

Traduction française: Projet global NDC Assist II, exécuté par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ).

Berlin, Bruxelles, juin 2021

Que pouvons-nous apprendre des expériences de relance verte menées sur le terrain ?

Ce rapport présente une compilation d'exemples susceptibles de servir de modèles pour la mise en œuvre pratique d'une relance verte. Il s'appuie sur des mesures et des instruments déployés dans différents pays du monde, particulièrement dans des pays émergents et en développement.

Plusieurs grands principes transversaux peuvent être retenus des 22 exemples présentés dans ce rapport :

- ▶ **Principe directeur : s'efforcer d'atteindre une certaine cohérence entre les calendriers des objectifs liés au climat, à la biodiversité, à la réduction des risques de catastrophes et au développement durable** lors de la conception et de la mise en œuvre des mesures de relance verte. Les plans et cadres existants, tels que les contributions déterminées au niveau national (CDN), les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB) ou les plans de développement à moyen ou long terme à l'échelle d'un secteur et de l'économie, peuvent guider la reprise économique post-Covid-19 pour garantir sa résilience et le bien-être qu'elle apporte aux populations.
- ▶ Dans la mesure du possible, **les professionnel-le-s doivent prendre appui sur des initiatives existantes pour lancer les mesures de relance verte** qui pourront ainsi avoir des effets rapides puisqu'elles pourront tirer parti des infrastructures existantes, du personnel, des relations et du niveau d'acceptation des parties prenantes.
- ▶ **La création d'initiatives partant de la base (fondées sur des idées, des solutions et des besoins locaux) est un gage de durabilité et de succès.** La participation à la prise de décision, à la planification et à la mise en œuvre des mesures, ainsi que la répartition équitable des bénéfices, favorise l'acceptation et l'appropriation par les groupes cibles. Sans oublier qu'il est essentiel de mettre en place une communication transparente et un échange d'informations régulier.
- ▶ **Les solutions basées sur la nature sont susceptibles de créer de nombreux emplois et de générer de multiples avantages sociaux, environnementaux et économiques.** Les écosystèmes sains préservent les moyens de subsistance et créent de nouveaux flux de revenus ainsi que des opportunités d'emploi tout en améliorant la résilience au changement climatique. De nombreux programmes basés sur la nature ont fait l'objet d'une surveillance accrue sur le plan des conditions de travail, mais aussi de leur efficacité et de leur durabilité. C'est pourquoi il est si important d'inclure, dès le départ, toutes les parties prenantes (y compris les communautés locales) dans le processus décisionnel et dans la planification du projet à long terme.
- ▶ **Il faut mettre en place un processus continu de suivi, d'évaluation et d'amélioration afin d'optimiser les résultats des projets,** en s'efforçant notamment de travailler avec les groupes de main-d'œuvre et les parties prenantes marginalisées.
- ▶ **Les financements pluriannuels supplémentaires des financeurs internationaux permettent de consolider les bénéfices à long terme des projets.** Lorsque la marge budgétaire est limitée, les pays peuvent tirer parti du soutien supplémentaire de prêteurs et de financeurs internationaux. Le financement à long terme garantit la pérennité des programmes pendant la pandémie de COVID-19 et au-delà.
- ▶ **Les initiatives individuelles peuvent servir d'exemple, mais, pour aboutir à un changement systémique, il est indispensable de reproduire et d'amplifier les bonnes pratiques.** Pour cela, les professionnel-le-s doivent rechercher des opportunités de collaboration et de coopération à tous les niveaux (du local à l'international). Il est important d'échanger et d'apprendre les uns des autres mais aussi de considérer la pandémie de COVID-19 pas uniquement comme une crise mais aussi comme une occasion d'innover et d'expérimenter pour réussir à identifier certaines bonnes pratiques, à les reproduire et à les amplifier. Enfin, la pandémie offre la possibilité d'orienter les ressources et l'attention politique vers les questions du climat, de la biodiversité et du développement durable qui avaient jusque-là bénéficié d'un intérêt limité.

Chercher l'inspiration dans les pratiques de relance verte

Il y a plus d'un an déjà que les premiers effets sensibles de la pandémie de COVID-19 ont fait leur apparition dans les vies des populations du monde entier. Alors que des fonds commençaient à être mobilisés pour la reprise, de nombreuses voix se sont élevées pour réclamer l'intégration du climat et de la biodiversité dans les mesures de relance liées au COVID-19, ce qui a donné naissance au concept de relance verte, un thème devenu très populaire aujourd'hui. Début 2021, des rapports tels que [The Dasgupta Review](#) sur l'économie de la biodiversité ou le [rapport de synthèse sur les CDN](#) de la CCNUCC indiquaient qu'il était urgent d'élargir la mise en œuvre d'approches intégrées génératrices de **transformations durables, inclusives et résilientes**.

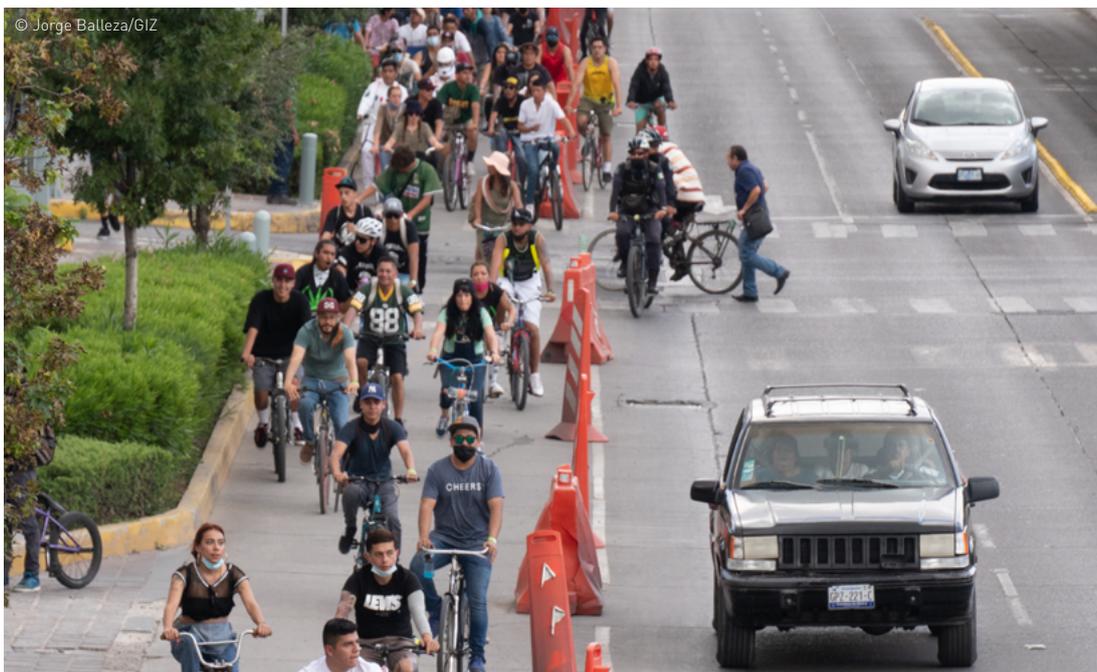
Pourtant, des analyses récentes montrent que de nombreux gouvernements continuent à soutenir des [stratégies de relance à forte intensité de carbone](#) et n'ont pas pleinement intégré les facteurs climatiques et sociaux et la biodiversité dans leurs plans de relance. [Une nouvelle étude](#) estime que, même si un tiers des **14,9 milliards d'USD de mesures de relance annoncés à ce jour** ont apporté leur soutien à des secteurs liés à l'environnement comme l'agriculture, l'industrie, les déchets, l'énergie et le transport, **moins d'un dollar sur cinq est consacré à des objectifs verts**. Cette constatation est en phase avec le [suivi des efforts déployés actuellement](#) qui suggère que les promesses de haut niveau en faveur de la relance verte ne sont généralement pas accompagnées de mesures concrètes ou de financements.

Systèmes de suivi de la relance verte

Plusieurs organisations ont mis au point des outils publics pour assurer le suivi des mesures de relance à travers le monde. Ces systèmes de suivi constituent des sources d'informations utiles pour les professionnel-le-s qui recherchent des données et des exemples du monde entier à appliquer dans les pays dans lesquels ils travaillent. Ils permettent également d'identifier des thèmes, des tendances et des enjeux communs. **Le tableau ci-dessous offre un aperçu de certains des systèmes de suivi les plus utiles**. Une liste complète des systèmes de suivi est disponible dans la base de données [Oxford Supertracker](#).

Système de suivi	Organisation(s)	Priorité	Portée
Greenness of Stimulus Index	Vivid Economics	Impact vert des mesures de relance	G20
Green Recovery Tracker	Wuppertal et E3G	Analyse des mesures de relance des États membres de l'UE	Europe
Are We Building Back Better?	PNUE et Oxford University	Analyse de 3 500 politiques budgétaires depuis 2020	Les 50 économies les plus importantes
Energy Policy Tracker	IISD et al.	Énergies qui tirent profit des mesures de relance	G20+
CarbonBrief Tracker	CarbonBrief	Aperçu des mesures décidées, avec une attention spéciale portée aux impacts verts	Économies principales

Les pays ne sont évidemment pas tous dans la même position pour jeter les bases d'une relance verte. Certaines nations ont les moyens de mettre en place de vastes plans de relance, tandis que d'autres ont du mal à répondre aux besoins fondamentaux de leurs citoyen-ne-s et à stabiliser leur économie, réorientant même, dans certains cas, les fonds destinés aux programmes de développement durable. Par conséquent, il est crucial que les autorités publiques aient les capacités, les connaissances et les ressources nécessaires pour appuyer une relance verte efficace et réalisable.



Mesures de relance verte pour transformer la mobilité urbaine : Des pistes cyclables temporaires ont été créées dans la ville de León, au Mexique. Pour en savoir plus, voir [l'instantané numéro 13](#).

La relance verte est un terme largement utilisé pour désigner les trains de mesures visant à pallier les conséquences sociales, économiques et politiques de la crise de COVID-19 d'une manière qui ouvre la voie à des réformes structurelles à long terme et à un changement de cap vers la durabilité, la protection de la biodiversité, la résilience et la neutralité climatique.

Pourquoi devons-nous étudier ce qui se passe sur le terrain ?

Reprise ou relance verte, construire en mieux, renaissance verte, meilleure reprise – la liste des approches programmatiques conçues pour aider les pays à sortir de la crise de COVID-19 de manière durable continue à s'étoffer. Mais que se passe-t-il vraiment sur le terrain ? **Comment les communautés, les villes, les pays traduisent-ils ces concepts en mesures concrètes ?** Quels progrès réalisent-ils au niveau de leur mise en œuvre ? Et quels enseignements en ont-ils tirés à ce jour ?

Ces questions forment le point de départ de ce rapport, qui cherche à offrir un éclairage sur la mise en œuvre pratique de la relance verte. Il dresse la liste des mesures et des instruments de relance verte qui sont actuellement (ou ont été) déployés dans différents pays, particulièrement dans des pays émergents et en développement. Ces « instantanés » illustrent de multiples secteurs, niveaux d'accès (du national jusqu'au local) et approches. **En fournissant des informations sur la mise en œuvre et en soulignant les enseignements acquis, ces exemples permettent de définir des étapes pratiques pour concrétiser les plans de relance verte.**

Une série de publications pour les professionnel-le-s

Ce rapport est la deuxième publication de la série *La relance verte dans la pratique*. Publié en janvier 2021, le premier opus de la série, intitulé [Tracer la voie vers une transformation durable, inclusive et résiliente](#), établissait une cartographie des principaux arguments en faveur d'une relance verte ainsi que des différents éléments, parties prenantes et instruments associés. Ce deuxième rapport, qui présente une liste d'exemples pratiques, sera suivi d'une troisième publication axée sur le secteur de la finance qui s'efforcera d'identifier des points d'entrée et des approches permettant d'intégrer le climat et la biodiversité dans l'élaboration d'une politique budgétaire génératrice de relance verte.

Comment procéder pour identifier des exemples pratiques de relance verte ?

Ce qui ressemble, au premier abord, à une question facile ne va pas sans quelques difficultés. Malgré la notoriété que le thème de la relance verte revêt aujourd'hui, le nombre de mesures pratiques réellement mises en œuvre à ce jour reste limité. Il est donc particulièrement difficile d'identifier des exemples et de les classer en « meilleures » ou « bonnes pratiques », sachant que, **dans la majorité des cas, il n'est pas encore possible de déterminer l'impact et le succès des mesures.**

Nous avons tenté de contourner ces difficultés en mettant l'accent sur les critères de sélection décrits ci-dessous. Ces critères englobent des considérations pratiques, à savoir faire en sorte qu'une large palette de pays soit représentée, ainsi qu'une grande variété d'instruments et de résultats. Les mesures ont également été sélectionnées sur la base de leur contribution aux différents résultats considérés, dans la première partie de cette série, comme essentiels pour favoriser une relance verte (repris dans le tableau 1). Sachez que la liste n'est pas exhaustive et que les exemples fournis peuvent encore être améliorés, comme le montrent les instantanés.

C'est ainsi qu'au lieu d'offrir des exemples de « bonnes pratiques », **ce rapport s'emploie à présenter des initiatives et des concepts susceptibles d'inspirer les efforts de planification en cours**, en identifiant les premiers enseignements qu'il est possible d'en tirer et en réfléchissant aux aspects les plus cruciaux pour la réussite des mesures. Tous les instantanés sont basés sur une recherche documentaire et ont été soumis à un examen par les pairs auprès d'experts travaillant dans les pays concernés.



Mesures de récupération écologique pour améliorer la gestion et le recyclage des déchets : Les employées de TakaTaka Solutions, une entreprise de recyclage kenyane soutenue par l'initiative "Circular Economy 4 Africa". Pour en savoir plus, voir [L'instantané numéro 10](#).



Tableau 1 : Principaux résultats pour une relance verte

Résultats souhaités pour une relance verte	Exemples
 <p>Des améliorations mesurables au niveau de l'impact sur l'environnement</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Décarbonisation conforme à l'Accord de Paris et aux CDN • Amélioration de la biodiversité, préservation et restauration de la nature/des forêts • Réduction de la pollution et du smog (brouillard de pollution) • Restauration du patrimoine naturel et des écosystèmes • Amélioration de la résilience des services écosystémiques
 <p>Justice sociale, transition équitable et paix</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction de la pauvreté et amélioration des conditions de vie • Réduction des inégalités, notamment dans les dimensions de race et de genre • Renforcement de la paix et de la démocratie, diminution des conflits et augmentation de la résolution des conflits • Emplois verts durables, reconversions, conditions de travail décentes
 <p>Des systèmes économiques et des modèles de gestion compatibles avec les limites écologiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Économie circulaire et réduction des déchets, abandon de la production-consumption linéaire • Économies post-extractivistes qui ne dépendent pas principalement de l'extraction ou du prélèvement de ressources naturelles pour l'exportation • Économies plus diversifiées qui ne dépendent pas seulement de quelques secteurs économiques • Chaînes d'approvisionnement écologiquement et socialement durables, qui stimulent les investissements dans les secteurs et les entreprises en amont et au niveau local • Innovation verte et entrepreneuriat • Investissements étrangers directs et flux financiers entrants, qui soutiennent des activités économiques durables
 <p>Des cadres réglementaires et politiques qui privilégient les personnes et la planète</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration du climat et de la biodiversité dans la planification et la réglementation économiques • Lois plus strictes garantissant la protection de la biodiversité et les droits des travailleurs et travailleuses (y compris les migrant-e-s) • Décentralisation et numérisation de l'énergie grâce à des systèmes d'énergie renouvelable disséminés qui sont à la fois flexibles et efficaces
 <p>Une meilleure résilience aux catastrophes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des communautés plus résistantes aux vagues de chaleur, aux inondations et à l'élévation du niveau de la mer • Amélioration des services publics nationaux et locaux • Numérisation améliorée et intelligente • Sécurité et souveraineté alimentaires
 <p>Gouvernance et démocratie</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des alliances mondiales transversales pour faire face à des crises multiples • Coopération et solidarité accrues au niveau mondial
 <p>Une solidarité mondiale accrue</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Cross-cutting global alliances addressing multiple crises • Enhanced global cooperation and solidarity

Exemples mondiaux de relance verte

Cette étude présente une liste d'exemples qui peuvent éclairer le travail des gouvernements, des agences et des institutions internationales du monde entier. Le tableau ci-dessous offre un aperçu des domaines thématiques couverts (notez que certains exemples concernent plusieurs thèmes). La liste comprend **22 exemples provenant de plus de 21 pays**, dont 8 d'Amérique latine, 7 d'Afrique subsaharienne, 3 de la région Asie-Pacifique et 1 du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Les instantanés apportent différentes informations, notamment les acteurs et les secteurs impliqués ; les résultats attendus et les thèmes dominants ; un bref résumé de la mesure indiquant ce qu'elle cherche à réaliser, la manière dont les décisions ont été prises et les initiatives réalisées ; le degré de mise en œuvre ; et tous les enseignements et conclusions qui peuvent en être tirés à ce jour. La plupart des instantanés concernent des mesures qui ont été élaborées ou ajustées en 2020, quelques mois après le début de la pandémie de COVID-19. Toutefois, **de nombreux exemples sont basés sur des programmes lancés avant la pandémie, qui ont été amplifiés sous la forme de mesures de relance**. Ils mettent l'accent sur un aspect essentiel : pour réussir à mettre en place un développement écologiquement durable, capable de générer de la prospérité économique grâce à des activités vertes, il faut savoir tirer des enseignements des crises du passé et s'appuyer sur les outils et approches qui existent en matière d'économie verte. Tous les instantanés ont été rédigés en mars 2021 et sont basés sur les informations disponibles à cette date.

Tableau 2 : Aperçu des domaines thématiques et des exemples

Domaine thématique

Instantanés figurant dans ce rapport

Alignement et réforme de la planification nationale

Cette catégorie englobe les mesures qui permettent de générer ou d'élaborer des stratégies nationales de développement durable. Dans le contexte d'une relance verte, il peut s'agir d'utiliser des outils de planification existants, d'intégrer des plans de pérennisation dans les stratégies nationales de financement et de développement ou d'effectuer une planification macro-économique.

- [Colombie](#) : intégration de mesures climatiques dans le plan de relance national de la Colombie
- [Costa Rica](#) : intégration de la relance verte dans la planification et les politiques nationales
- [Indonésie](#) : proposition d'une feuille de route de la relance verte sur l'agriculture régénérative, la gestion des déchets améliorées et les énergies renouvelables.
- [Jordanie](#) : intégration d'une approche d'économie verte respectueuse du climat dans la relance économique
- [Nigeria](#) : appui à la relance verte au moyen d'un plan de pérennisation en faveur de la diversification économique et de la création d'emplois
- [Rwanda](#) : favoriser la relance verte au moyen d'objectifs climatiques plus ambitieux

Outils économiques, monétaires et fiscaux

Cette vaste catégorie regroupe les mesures liées aux ministères des Finances et de la Planification, aux banques centrales et aux banques nationales d'investissement/de développement. Les outils et les mesures que les ministères peuvent adopter comprennent des programmes d'investissement et d'infrastructures publiques vertes, des outils de planification, et l'imposition d'un moratoire sur les investissements dans les combustibles fossiles. Les banques centrales peuvent appliquer des conditions vertes et sociales aux prêts, définir des ratios de capital, avec des ratios plus élevés pour la détention d'actifs à forte intensité de carbone, et créer un espace fiscal pour la transformation du système. Les banques nationales d'investissement/de développement peuvent actualiser leurs mandats pour favoriser une relance verte et identifier des réserves de projets durables et écologiques pour mettre au point des bonnes pratiques.

- [Union européenne](#) : fournir une taxonomie sur les activités économiques durables pour faciliter les investissements verts
- [Pérou](#) : instruments financiers verts et appui ciblé aux entreprises durables

Transition et emploi équitables

Cette catégorie comprend les mesures prises pour aider les travailleurs et travailleuses et les communautés dans leur transition vers un travail zéro émission. Les outils possibles comprennent le soutien aux programmes de travaux publics dans les secteurs verts ; la promotion du dialogue social et de la représentation des travailleurs et travailleuses dans la prise de décision ; et l'amélioration de l'éducation et de la formation en matière de compétences vertes. Il est également important de protéger les groupes vulnérables, notamment les femmes et les filles, pour garantir leur inclusion.

- **Chili** : une nouvelle loi sur l'efficacité énergétique pour réduire la consommation d'énergie et créer un allègement économique pour les plus vulnérables
- **Éthiopie, Ghana et Kenya** : créer des emplois verts et des chaînes de valeur durables avec l'initiative « Circular Economy 4 Africa »
- **Nouvelle-Zélande** : améliorer l'efficacité des bâtiments pour réduire la consommation d'énergie et les coûts pour les personnes les plus touchées par la pandémie
- **Afrique du Sud** : Working for Water Programme – créer des offres d'emploi au moyen d'approches basées sur la nature

Action locale et développement urbain durable

Cette catégorie englobe les mesures et les initiatives visant à développer des infrastructures de transport durables ; les mesures permettant de mettre en place et de privilégier des infrastructures urbaines résilientes et à faible émission de carbone, ainsi que des solutions rurales et communautaires ; les efforts destinés à améliorer les infrastructures résidentielles dans les zones marginalisées ou à améliorer la santé et les conditions de vie ; et les marchés publics écologiques.

- **Argentine, Colombie, Mexique et Pérou** : améliorer l'infrastructure cyclable pour favoriser la santé de la population et des villes
- **Kenya** : reprendre possession des espaces publics verts et des écosystèmes urbains – un plan d'infrastructures vertes pour Nairobi
- **Mexique** : garantir l'approvisionnement en eau chaude dans les hôpitaux publics grâce à des systèmes solaires
- **Uruguay** : solutions électriques durables pour le transport urbain de marchandises et la logistique du dernier kilomètre

Des solutions basées sur la nature, pour soutenir la biodiversité et l'agriculture durable

Cette catégorie comprend une série de mesures destinées à promouvoir la biodiversité et l'adaptation au changement climatique au moyen de solutions basées sur la nature. Les instruments précis permettant d'y parvenir comprennent notamment des activités de réduction des émissions de gaz à effet de serre telles que la préservation des forêts et l'afforestation, la protection des tourbières ; l'adaptation basée sur les écosystèmes, y compris la protection des mangroves ou la conservation de la biodiversité ; et des activités maritimes durables, en phase avec la conservation de la biodiversité (pêche, écotourisme, etc.).

- **Éthiopie** : appuyer la reforestation, créer des emplois et renforcer la résilience avec des solutions basées sur la nature
- **Inde** : créer des emplois et soutenir la protection de la biodiversité au moyen de programmes nationaux de relance économique
- **Jamaïque** : soutenir des mesures d'économie bleue pour favoriser une relance économique verte
- **Pakistan** : créer des emplois grâce à des activités de reforestation et d'amélioration de la biodiversité

Coopération internationale et financement

Cette catégorie s'efforce d'améliorer la coordination internationale et régionale en faveur d'une relance verte. Les mesures associées consistent à s'engager auprès d'institutions financières internationales en tant qu'actionnaires afin de les orienter vers un soutien financier et technique ; à inciter les créanciers internationaux à négocier des « échanges dette-climat ou dette-nature » ; et à créer un ou plusieurs nouveaux mécanismes de financement et un cadre international pour le rachat d'actifs liés aux combustibles fossiles, afin qu'ils puissent être liquidés.

- **Mondial** : aider les pays à mettre en œuvre des CDN ambitieux et à s'aligner sur les agendas nationaux de relance verte
- **Mondial** : financer la relance verte par des échanges dette-nature
- **Rwanda** : renforcer l'électricité durable et la cuisson propre

Alignement et réforme de la planification nationale

Outils économiques, monétaires et fiscaux

Transition et emploi équitables

Solutions basées sur la nature, pour soutenir la biodiversité et l'agriculture durable

Colombie

Intégration de mesures climatiques dans le plan de relance national de la Colombie

Résultats attendus

- Diversification pour sortir d'une économie basée sur les énergies fossiles
- Création de plus de 100 000 emplois dans des secteurs à faible intensité de carbone
- Plantation de 180 millions d'arbres pour avoir un impact positif sur l'environnement

Mesures de soutien à

- ✓ l'adaptation
- ✓ l'atténuation

Acteurs impliqués

- Gouvernement national
- Autorités locales responsables de l'environnement
- Sociétés internationales d'énergie
- Prêteurs internationaux (Banque mondiale)

Secteurs et domaines

- Énergie
- Forêts
- Agriculture
- Infrastructures et technologies
- Déchets

Aperçu

Le vaste plan national de relance de la Colombie, [Compromiso por el Futuro de Colombia](#), montre que les pays disposant de la marge budgétaire nécessaire peuvent associer des investissements de relance et des objectifs de transition verte pour promouvoir le développement durable, la création d'emplois et les solutions basées sur la nature. Le plan intègre l'action climatique avec des investissements dans des technologies propres et dans des solutions basées sur la nature. Une politique nationale sur la relance durable ([document CONPES 4023](#)) a également été finalisée en février 2021 et sera suivie d'une stratégie de relance verte complémentaire. Ces politiques ont été ajoutées aux mesures de relance rapides et à court terme décidées dans le document CONPES 3999/2020.

Dans un pays sévèrement [menacé par les impacts du changement climatique](#) et qui dépend depuis longtemps [de la production de pétrole, de charbon et d'autres minerais](#), le gouvernement [prévoit](#) d'investir 19,2 milliards de COP sur les 135 milliards de COP du plan de relance dans 25 projets stratégiques d'énergie renouvelable et de transmission, afin d'accélérer la transition énergétique et de créer jusqu'à [55 000 emplois](#). Sept projets environnementaux et d'infrastructures devraient, en outre, générer la création de 59 300 emplois. Le plan réaffirme [un objectif précédemment annoncé qui porte sur la plantation de 180 millions d'arbres](#) et le gouvernement a combiné ses efforts de relance et sa stratégie nationale d'économie circulaire. Même si la Colombie bénéficie de l'appui de prêteurs internationaux tels que la [Banque mondiale](#), le gouvernement prévoit également [d'accroître de manière significative la dette publique](#) pour financer ces efforts et les autres mesures de relance nécessaires.

Mise en œuvre

- Le gouvernement soutient un certain nombre de projets d'énergie propre [mis en œuvre](#) par des sociétés internationales d'énergie telles que ENEL et Trina Solar, mais aussi par des acteurs régionaux comme Celsia.
- Ces mesures ont reçu un accueil très positif du secteur privé et des régions qui bénéficient de ces investissements.
- En octobre 2020, le président a indiqué que [38 millions d'arbres](#) avaient été plantés à ce jour.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- En mettant l'accent sur des projets stratégiques d'énergie renouvelable et de transmission, les pays peuvent diversifier leurs sources de production d'électricité tout en soutenant les emplois dans les secteurs de l'énergie propre.
- D'autres pays pourront s'inspirer de la [présentation concise des éléments du plan de relance national](#) de la Colombie, qui met son contenu à la portée de tous les citoyen-ne-s tout en permettant au secteur privé de rechercher des projets environnementaux, sociaux et de gouvernance et de s'aligner sur les initiatives du gouvernement.
- Les institutions financières internationales peuvent soutenir les budgets nationaux et, ainsi, des initiatives et programmes supplémentaires.

Alignement et réforme de la planification nationale

Coopération internationale et financement

Solutions basées sur la nature, pour soutenir la biodiversité et l'agriculture durable

Costa Rica

Intégration de la relance verte dans la planification et les politiques nationales

Résultats attendus

- Incorporer la relance verte dans des stratégies à long terme à l'échelle du gouvernement
- Transformer les pratiques agricoles et les pratiques d'utilisation des terres en pratiques à faible intensité de carbone

Mesures de soutien à

- ✓ l'adaptation
- ✓ l'atténuation

Acteurs impliqués

- Gouvernement national
- Banque interaméricaine de développement
- Programme des Nations unies pour le développement
- Banque mondiale
- NDC Partnership

Secteurs et domaines

- Transport
- Agriculture
- Forêts
- Énergie
- Tourisme
- Biodiversité

Aperçu

Début 2019, le Costa Rica a [annoncé un plan de décarbonisation du pays avant 2050](#) qui sert de stratégie de développement à faibles émissions à long terme (LT-LEDS) en vertu de la CCNUCC. Ce plan est structuré selon dix axes qui correspondent aux principales sources d'émissions du pays. La mise en œuvre du Plan national de décarbonisation est appuyée par la [Banque interaméricaine de développement](#) (BID). Le prêt pluriannuel de 230 millions d'USD vise à accélérer les réformes politiques axées sur le renforcement de la gestion et du suivi de l'action climatique dans le processus de planification, d'investissement et de budgétisation publique ; à préserver et à restaurer les écosystèmes ; et à encourager l'énergie électrique en assurant la transition vers la mobilité et le transport public électriques. La Banque mondiale a également récemment octroyé un [prêt de 300 millions d'USD](#) pour promouvoir le processus de développement à faible intensité de carbone du pays.

Pour coordonner la politique publique intersectorielle du pays, le ministre de la Planification (MIDEPLAN) a présenté, en mars 2021, une

[stratégie de développement durable à long terme](#) (Estrategia Territorial Productiva para una Economía Inclusiva y Descarbonizada 2020-2050). La stratégie est axée sur la numérisation, la décentralisation et la décarbonisation (« 3D ») et reflète l'[engagement du gouvernement en faveur d'une relance verte post-COVID-19](#) axée sur la planification de l'adaptation, la sécurité alimentaire, la création d'emplois verts et bleus et l'instauration d'une production et d'une consommation durables.

Alors que certains pays ont choisi d'élaborer des plans de relance (verts) spécifiques pour surmonter les préjudices économiques provoqués par la pandémie, le Costa Rica vise une relance verte résultant de la mise en œuvre de stratégies de décarbonisation et de développement durable à long terme existantes. Le pays travaille sur une approche systémique intégrée destinée à faciliter l'exploitation de synergies entre différentes stratégies. Le [PNUD](#) et le NDC Partnership ont financé les analyses correspondantes. Cette approche a pour but de favoriser une relance économique durable dans les régions et les secteurs particulièrement affectés par la récession.

Mise en œuvre

- [La stratégie de développement durable](#) du MIDEPLAN englobe des mesures de lutte contre l'hyper concentration de l'activité économique et de l'innovation dans la région métropolitaine de San José. En investissant dans les régions rurales et en transformant une économie exclusivement basée sur le tourisme et l'agriculture (y compris l'exploitation forestière), la stratégie prévoit de favoriser la diversification et notamment les industries circulaires du ciment, du fer et de l'acier, la biotechnologie, l'économie orange et l'économie de la connaissance.
- Diverses autres mesures de relance verte sont mises en œuvre dans différents secteurs, avec notamment un projet de [ligne de train électrique](#) et d'[autobus](#) et un programme « [Plus de femmes, plus de nature](#) » qui investit dans des actions de protection et de régénération des forêts axées sur les femmes.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour
- [Une analyse coût-bénéfice de la décarbonisation de l'économie costaricienne](#) montre tout le potentiel de relance post-pandémie du Plan national de décarbonisation : le scénario central de l'étude indique un bénéfice net de 41 milliards d'USD entre 2020 et 2050. Deux des principaux secteurs associés à la réussite du plan sont le transport et l'utilisation des terres dans les zones rurales.
- Lorsque les pays sont confrontés à des restrictions budgétaires et à des défis économiques, le financement international peut jouer un rôle crucial pour appuyer la mise en œuvre des politiques.
- L'identification d'interconnexions entre différents cadres de développement (par ex. climat, réduction des risques de catastrophe, Agenda 2030), peut améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources financières et/ou humaines et une mise en œuvre sans heurts (voir cette [analyse sur la cohérence politique](#) récente).

Alignement et réforme de la planification nationale

Transition et emploi équitables

Solutions basées sur la nature, pour soutenir la biodiversité et l'agriculture durable

Indonésie

Proposition de feuille de route sur la relance verte axée sur l'agriculture régénératrice, l'amélioration de la gestion des déchets et l'énergie renouvelable

Résultats attendus

- Revitaliser les plantations familiales destinées à la production de caoutchouc, de café, de cacao, d'huile de palme et de noix de coco
- Améliorer les capacités de collecte des déchets et de recyclage tout en générant de nouvelles opportunités d'emploi dans le secteur de la gestion des déchets
- Soutenir l'installation de toitures solaires à petite échelle pour favoriser la transition vers une énergie propre et réduire les coûts d'électricité des ménages

Mesures de soutien à

- ✓ l'adaptation
- ✓ l'atténuation

Acteurs impliqués

- Ministère de la Planification nationale du développement
- Équipe de conseiller-ère-s détaché-e-s
- Partenaires internationaux : ministère allemand de l'Environnement, GIZ, NDC Partnership

Secteurs et domaines

- Agriculture
- Déchets
- Énergie

Aperçu

Au premier trimestre 2021, le ministère indonésien de la Planification nationale du développement (Bappenas), aidé par une équipe de conseiller-ère-s détaché-e-s, a commencé à élaborer une proposition d'activités de relance verte dans trois secteurs clés : agriculture, déchets et énergie. Après les premières mesures budgétaires de relance du gouvernement, qui visaient à répondre aux besoins immédiats en matière de soins de santé et d'aide sociale, la proposition du Bappenas a pour but de faire le lien entre les mesures de relance et l'avancée des programmes environnementaux, notamment de [l'Initiative de développement à faible intensité de carbone](#) lancée en 2019 par l'Indonésie.

La première partie de la proposition met l'accent sur l'agriculture régénératrice. Sachant que de nombreuses plantations destinées à la production d'huile de palme, de caoutchouc, de café, de cacao et de noix de coco sont dégradées en Indonésie, une aide sera apportée à 19 millions de petits exploitants pour qu'ils appliquent des techniques de restauration telles que les cultures intercalaires ou le rajeunissement des plantations. L'aide se fera sous la forme de fonds de relance émis par le gouvernement. Le programme générera des bénéfices à court terme en matière d'emploi et des bénéfices économiques à moyen et à long terme sachant que la productivité agricole devrait augmenter de 15 % à 17 % d'ici 2030 et contribuer à l'atténuation du

changement climatique et à l'amélioration de la conservation de la biodiversité en réduisant les pressions exercées sur la déforestation de la forêt primaire.

La deuxième partie de la proposition concerne la gestion des déchets. L'Indonésie s'efforce de lutter contre ce problème à deux niveaux : (1) sur le plan de la gouvernance en renforçant l'application des lois, les partenariats, les mécanismes de financement et le développement de politiques et (2) au niveau des entreprises en améliorant leur capacité à collecter, trier et recycler les déchets. En Indonésie, le secteur des déchets est composé de milliers de petites entreprises locales. Un appui financier et législatif pourrait donc générer des opportunités d'emploi supplémentaires tout en réduisant les facteurs de stress sur l'environnement créés par les déchets.

La troisième partie de la proposition concerne l'installation de toitures solaires à petite échelle. L'activité cible des bâtiments publics (17 ministères et autres institutions publiques y participeront) et les ménages qui dépendent largement du diesel pour la production d'électricité, une solution extrêmement coûteuse. L'activité est susceptible de créer des emplois dans le secteur de l'installation des panneaux photovoltaïques, de réduire les émissions dans le secteur de l'énergie et d'abaisser les coûts de l'électricité pour les ménages.

Mise en œuvre

- Bappenas cherche à coordonner le développement et la mise en œuvre des activités prévues avec les ministères compétents concernés.
- Les activités proposées devraient avoir lieu entre 2022 et 2030.
- Les activités de rajeunissement des plantations et de gestion des déchets seront réalisées progressivement jusqu'en 2030.
- L'équipe de conseiller-ère-s détaché-e-s est appuyée par la GIZ, pour compte du ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire, en vertu de l'Economic Advisory Initiative (Initiative de conseil économique) du NDC Partnership.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour
- Une approche de mise en œuvre progressive sur plusieurs années est source de changements durables à long terme.
- Les efforts de relance verte encouragent des actions dans des secteurs « verts » qui bénéficient d'une attention limitée (p. ex. la gestion des déchets).
- Le ciblage direct de parties prenantes au niveau local, telles que les petites entreprises ou les ménages, génère des impacts directs.
- La planification de la relance verte exige de nombreuses capacités au sein des ministères ; une équipe de conseiller-ère-s expert-e-s permet d'apporter un appui précieux.

Jordanie

Intégration d'une approche d'économie verte respectueuse du climat dans la relance économique

Résultats attendus

- Alignement des programmes et des cadres de planification, les CDN étant placés au cœur de la planification de la relance verte
- Intégration de la relance verte dans différents secteurs économiques
- Renforcement de la résilience aux futurs chocs climatiques et de santé publique
- Création de nouvelles possibilités d'emploi

Mesures de soutien à

- ✓ l'adaptation
- ✓ l'atténuation

Acteurs impliqués

- Ministère de l'Environnement
- Ministère de la Planification et de la Coopération internationale
- Royal Scientific Society
- Partenaires internationaux, p. ex. Global Green Growth Institute

Secteurs et domaines

- Eau
- Énergie
- Agriculture
- Tourisme

Aperçu

En Jordanie, les interconnexions entre la CDN du pays, un plan national de croissance verte et des mesures de relance verte montrent qu'il est particulièrement bénéfique d'intégrer les mesures de réponse à la crise aux cadres stratégiques plus larges qui étaient déjà en cours d'élaboration avant la crise.

En vertu de l'Accord de Paris, la Jordanie, par l'intermédiaire de son ministère de l'Environnement, a ratifié sa [CDN](#) en 2016 et lancé un Plan d'action CDN en 2020. En 2017, le ministère de l'Environnement avait formulé une « [stratégie nationale de croissance verte](#) » générale dans le but de créer des emplois et d'améliorer la résilience avec une économie durable et prospère. Pour favoriser la mise en œuvre de cette stratégie, le ministère de l'Environnement, en collaboration avec le Global Green Growth Institute (GGGI), a lancé le [Plan d'action national pour une croissance verte \[Green Growth National Action Plan – GG-NAP\] 2021-2025](#) en juillet 2020.

Le GG-NAP est un plan de mise en œuvre multisectoriel qui soutiendra les objectifs de croissance économique et les objectifs de lutte contre le changement climatique de la Jordanie et renforcera la résilience aux

chocs climatiques et aux chocs de santé publique. Il est centré sur [plusieurs secteurs clés](#) tels que l'eau, la gestion des déchets, l'énergie, l'agriculture, le tourisme et le transport. Il appuie, par exemple, le développement d'un réseau électrique intelligent, d'une infrastructure de charge pour véhicules électriques, de projets de gestion de l'eau et de solutions de mobilité durable dans certaines villes. En Jordanie, l'énergie et le transport sont les secteurs qui [contribuent le plus](#) à l'augmentation des émissions.

Bien que ces stratégies et cadres aient été élaborés avant la crise du COVID-19, ils sont maintenant utilisés pour rationaliser les mesures de relance verte. Ces efforts ont été encouragés par les plus haut-e-s-dirigeant-e-s politiques lorsque, début 2021, le [Premier ministre a demandé à tous les ministres et à toutes les institutions nationales](#) d'incorporer le Plan d'action CDN et le GG-NAP dans tous les plans de développement. Pendant la pandémie, ces cadres permettent de s'assurer que les [mesures de relance socio-économiques de la Jordanie](#) favorisent également le développement durable, un élément crucial pour renforcer la résilience aux futurs chocs.

Mise en œuvre

- Évaluer les impacts du COVID-19 sur l'économie et sur les principaux secteurs sélectionnés par le gouvernement national (agriculture, tourisme, santé et énergie).
- Élaborer un cadre pour évaluer les mesures de relance verte potentielles, en tenant compte des cadres politiques locaux et des bonnes pratiques internationales.
- Assurer la coordination avec les cadres de planification concernés, notamment le Plan d'action des CDN, le GG-NAP ou le [Plan de croissance économique](#).

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- Les synergies entre les efforts de lutte contre le changement climatique existants à l'échelle du pays, le développement vert et les mesures de relance économique nécessaires peuvent être utilisées de manière efficace : les CDN peuvent, par exemple, servir de cadre central pour planifier la relance verte.
- Les mesures de relance verte permettent de collaborer avec des agences et des parties prenantes internationales.
- Les mesures de développement vertes peuvent être appliquées dans de multiples secteurs économiques et à différents niveaux de l'administration.

Nigeria

Soutenir la relance verte par un plan de pérennisation en faveur de la diversification économique et de la création d'emplois

Résultats attendus

- Soutenir une relance verte en encourageant les emplois verts (dans l'agriculture, la transformation agroalimentaire, les énergies renouvelables, etc.), les industries, l'économie et les foyers numériques, et tout particulièrement l'énergie solaire domestique.
- Promouvoir l'industrie manufacturière et la production locale à tous les niveaux
- Appuyer la diversification économique et les MPME, en mettant l'accent sur l'égalité de genre

Mesures de soutien à

- ✓ l'atténuation

Acteurs impliqués

- 15 ministres et ministres d'État
- Comité de durabilité économique (Economic Sustainability Committee – ESC) présidé par le vice-président
- Central Bank of Nigeria (CBN)
- Nigerian National Petroleum Corporation
- Secteur privé
- MPME

Secteurs et domaines

- Énergie propre
- Logement
- Agriculture
- Infrastructures
- Pétrole et gaz

Aperçu

Approuvé par le Conseil exécutif fédéral le 24 juin 2020, le [Plan de durabilité économique du Nigeria](#) (NESP) a été élaboré par le Comité de durabilité économique instauré par le président Muhammadu Buhari. Le comité rassemble plusieurs ministres, ainsi que la Nigerian National Petroleum Corporation et la Central Bank of Nigeria.

Avec un budget d'environ 1 % du PIB (5,9 milliards d'USD ou 23 000 milliards de NGN), le plan a pour but [de stimuler et de diversifier l'économie, de conserver et de créer des emplois et de mieux protéger les pauvres](#). Le plan de relance comprend des investissements dans l'énergie propre, dans l'agriculture, dans les services, dans l'industrie (aide aux micro, petites et moyennes entreprises) et dans les infrastructures. Une des pièces maîtresses du plan est le projet de [systèmes solaires individuels](#) de 619 millions d'USD qui concerne environ 25 millions de Nigériens actuellement non raccordés au réseau national. Il offre également des incitations monétaires aux installateurs solaires privés et vise à créer davantage d'emplois nationaux. Le projet,

qui est un des plus grands plans de relance axés sur les énergies renouvelables et initiés en réponse au COVID-19 dans un pays à revenu moyen ou faible, vise à améliorer l'égalité d'accès à l'énergie.

Le plan inclut également un [Fonds de survie](#) des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) pour lutter contre les impacts de la pandémie sur ce secteur clé. Ce Fonds de survie aidera également le secteur privé à encourager la diversification de l'économie, en mettant notamment l'accent sur les femmes.

Le Nigeria a également profité de la pandémie pour [réformer les subventions aux combustibles fossiles](#), une décision prise en réponse à la récente baisse des prix du pétrole. Le retrait des subventions devrait permettre au gouvernement d'économiser au moins [2 milliards d'USD par an](#). L'[Institut des ressources mondiales](#) note toutefois que le plan investit également dans des activités à forte intensité de carbone telles que la construction de routes et la promotion du gaz naturel.

Mise en œuvre

- Selon l'Agence d'électrification rurale, des systèmes solaires individuels sont maintenant disponibles dans [12 communautés qui regroupent 19 000 installations](#).
- À ce jour, près de [300 000 Nigériens](#) ont bénéficié de l'aide à la rémunération offerte par le Fonds de survie des MPME.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- Un engagement de haut niveau et l'adhésion des dirigeant-e-s politiques ont permis de créer un programme ambitieux.
- La baisse des prix du pétrole offre l'occasion d'éliminer les subventions au pétrole et au gaz, même s'il faut tenir compte des éventuelles répercussions négatives de la hausse des coûts de l'énergie sur les foyers.
- Il est important d'intégrer des considérations climatiques à tous les secteurs ciblés par les initiatives de relance et de faire en sorte que les progrès ne soient pas discrédités par un soutien à la construction de routes et aux infrastructures de gaz fossile.

Rwanda

Favoriser la relance verte au moyen d'objectifs climatiques plus ambitieux

Résultats attendus

- Réduire les émissions de 16 % à 38 % d'ici 2030
- Soutenir les emplois verts dans un certain nombre de secteurs pour promouvoir une croissance verte

Mesures de soutien à

- ✓ l'adaptation
- ✓ l'atténuation

Acteurs impliqués

- Gouvernement national
- CCNUCC

Secteurs et domaines

- Toute l'économie
- Développement urbain durable

Aperçu

En mai 2020, le Rwanda est devenu le [premier pays africain](#) à soumettre un [objectif climatique plus ambitieux](#) (CDN) à la CCNUCC, en s'engageant à réduire sans condition les émissions d'au moins 16 % d'ici 2030 (par rapport au statu quo) et en indiquant qu'une réduction des émissions de 38 % serait possible si le pays bénéficiait d'un appui technique, financier et technologique. Le nouveau [plan d'action climatique CDN](#) a été étayé par une analyse approfondie, des informations et des données améliorées, une ambition renforcée et un vaste processus de consultation des parties prenantes. Il prévoit des investissements dans la croissance verte et dans la création d'emplois verts.

L'annonce et le plan ont été [reconnus au niveau international](#) comme favorables à une relance économique verte, avec des possibilités de

soutien [à la croissance verte et au développement durable](#) entre les pays – le NDC Partnership soutenant le travail pour s'assurer que les CDN sont au cœur des réponses à la crise du coronavirus. Le [PNUD a également souligné](#) l'importance de disposer de CDN ambitieuses pour permettre une relance verte.

La CDN du Rwanda comprend des plans de mise en œuvre sectoriels associant des mesures d'atténuation et des mesures d'adaptation et fait la distinction entre les mesures qui sont possibles sans aide extérieure et celles qui nécessitent une assistance supplémentaire. Les besoins de financement associés aux mesures d'adaptation et d'atténuation s'élèvent à [11 milliards d'USD](#) dont 40 % sont inconditionnels et 60 % conditionnels.

Mise en œuvre

- L'annonce a été accueillie très positivement, le Rwanda étant considéré comme faisant partie [« des leaders climatiques les plus ambitieux »](#).
- Avec un appui consolidé de la part du *NDC Partnership* et de sept partenaires de développement, le Rwanda commence à mettre en œuvre sa CDN en insistant plus particulièrement sur la collecte des données requises pour quantifier les objectifs de réduction des émissions.
- Un cadre de mise en œuvre de la CDN est en cours de préparation et devrait être publié en mai 2021.
- Un/une conseiller-ère technique en urbanisation, offert par l'ONU-Habitat, et un appui consultatif économique fourni par la GIZ viendront en aide au ministère des Finances et de la Planification économique (MINECOFIN) et au ministère de l'Environnement qui est chargé de coordonner les activités de mise en œuvre de la CDN.
- Les conseiller-ère-s techniques qui participent à la mise en œuvre de la CDN identifieront des possibilités d'investissement capables de contribuer aux mesures d'atténuation et d'adaptation des objectifs de la CDN et trouveront des projets financiables à soumettre aux financeurs potentiels.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- La soumission de cette CDN plus ambitieuse montre que, même pendant les crises, la poursuite de la lutte contre le changement climatique n'est pas seulement nécessaire mais possible, y compris dans les pays disposant de ressources économiques limitées.
- Les CDN permettent de faire le lien entre le développement économique à long terme, y compris dans le contexte de la relance économique associée à la crise actuelle, et les objectifs climatiques requis, notamment au moyen de plans sectoriels détaillés.
- La distinction entre les mesures conditionnelles et inconditionnelles montre combien la coopération internationale est importante pour pouvoir mener à bien les mesures nécessaires pour garantir la sécurité et la résilience face au changement climatique, particulièrement dans les pays du Sud.
- Le plan de mise en œuvre de la CDN servira de base au plan de relance post-COVID-19 afin que celui-ci englobe des actions climatiques et des stratégies vertes pour contribuer aux mesures d'adaptation et d'atténuation.
- La mise en œuvre de la CDN dynamisera également l'agenda d'urbanisation du Rwanda et la réalisation des objectifs de développement urbain durable.

Union européenne

Fournir une [taxonomie](#) sur les activités économiques durables pour faciliter les investissements verts

Résultats attendus

- Rediriger les flux de capitaux vers des investissements verts
- Créer des garanties pour les investisseurs et éviter l'écoblanchiment
- Aider les entreprises à planifier la transition vers le développement durable

Mesures de soutien à

- ✓ l'adaptation
- ✓ l'atténuation

Acteurs impliqués

- Commission européenne
- Acteurs des marchés financiers (dans l'UE)
- Grandes entreprises (+500 salariés)
- États membres de l'UE lorsqu'ils établissent des normes publiques

Secteurs et domaines

- Finance et banque
- Tous les secteurs

Aperçu

Pour atteindre son objectif à long terme de [neutralité climatique d'ici 2050](#), l'Union européenne a [identifié le secteur financier](#) comme l'un des principaux facteurs d'évolution vers un développement et des pratiques économiques durables. Partie intégrante du [plan d'action et de la stratégie financière durable de l'UE](#), la taxonomie de l'UE établit une liste d'activités économiques durables pour l'environnement basées sur [six objectifs environnementaux](#), dont l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, l'utilisation d'eau, l'économie circulaire, la pollution et la biodiversité.

Les activités des entreprises sont considérées comme durables si elles contribuent à l'adaptation au changement climatique ou à son atténuation sans, pour autant, compromettre substantiellement les

quatre autres objectifs. [À compter de 2022](#), les acteurs des marchés financiers devront indiquer dans quelle mesure les activités des entreprises dans lesquelles ils investissent respectent les critères de la taxonomie de l'UE. De même, à compter de 2022, les entreprises de plus de 500 salariés devront autoévaluer leurs activités économiques sur la base de la taxonomie.

La crise du coronavirus a mis en lumière [l'importance des systèmes durables et résilients](#). Dans le même temps, la pandémie a donné lieu à [des investissements massifs dans la relance économique](#). Dans ce contexte, la taxonomie de l'Union européenne offre un cadre qui permet d'orienter les dépenses associées à la reprise vers des activités économiques conformes aux principes d'une [relance verte](#).

Mise en œuvre

- Divers représentant-e-s de [gouvernements, d'organisations civiles et d'acteurs économiques](#) se sont engagés à adopter rapidement la taxonomie européenne et à mettre en œuvre des mesures d'investissement durable supplémentaires.
- Plus de 40 gestionnaires d'investissement (y compris des acteurs des marchés financiers tels que BlackRock, AXA ou Nordea) ont volontairement appliqué la [taxonomie européenne](#) à l'occasion d'une [étude de cas initiale](#) en prévision de la loi à venir.
- Une fois que la taxonomie sera officiellement promulguée dans l'UE d'ici le milieu de l'année 2021, les entreprises (de plus de 500 salariés) devront l'appliquer avant 2022/2023 respectivement, sachant qu'une date limite est en discussion pour les acteurs financiers.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- La taxonomie européenne est une approche prometteuse qui permet de définir de manière transparente des actions économiques durables et d'orienter les investissements de relance économique vers les entreprises durables.
- Le rapport de l'étude de cas montre comment la taxonomie peut être concrètement mise en pratique.
- Une mise en œuvre réussie pourrait servir de modèle à des projets similaires dans d'autres pays tels que [l'Indonésie, le Kazakhstan, la Chine ou l'Afrique du Sud](#).
- La taxonomie peut également être utilisée par les entreprises pour définir des stratégies de développement durable ou attirer des investisseurs. Ces derniers, quant à eux, peuvent l'utiliser pour identifier des opportunités d'investissement prometteuses.

Outils économiques, monétaires et fiscaux

Transition et emploi équitables

Solutions basées sur la nature, pour soutenir la biodiversité et l'agriculture durable

Pérou

Instruments financiers verts et appui ciblé aux entreprises durables

Résultats attendus

- Soutenir des instruments économiques et financiers pour des entreprises durables.
- Promouvoir les entreprises durables et l'utilisation/la consommation de leurs produits.
- Stimuler la croissance des entreprises durables existantes présentant un potentiel de développement.

Mesures de soutien à

- ✓ l'adaptation
- ✓ l'atténuation

Acteurs impliqués

- Ministère de l'Environnement (MINAM)
- Ministère de la Production (PRODUCE)
- Ministère de l'Économie et des Finances (MEF)
- Entreprises vertes (econogocios et bionegocios)

Secteurs et domaines

- Biodiversité
- Finance verte

Aperçu

Les entreprises péruviennes ont été très affectées financièrement par la pandémie de COVID-19 et par le confinement de trois mois entre mars et juin 2020 et ont dû se repositionner sur le marché. Le pays a maintenant la possibilité d'intégrer une approche d'économie circulaire et de relance verte dans les processus de production des entreprises. Pour cela, le ministère de l'Environnement (MINAM) a défini cinq axes d'intervention pour réactiver l'économie péruvienne. Les axes suivants sont liés à la relance verte :

1. Stimuler la croissance des entreprises durables – divisées en econogocios (éco-entreprises) et bionegocios (entreprises bio) – en assurant leur promotion dans un [catalogue en ligne](#) regroupant entreprises et clients. Les éco-entreprises s'efforcent d'atteindre une durabilité non seulement économique mais aussi sociale et environnementale assortie d'une répartition équitable des bénéfices. Les entreprises bio utilisent les ressources naturelles de manière durable et incorporent les coûts de préservation des ressources autochtones, l'implication des communautés et la récupération de connaissances traditionnelles dans la création de valeur et la dynamisation des économies locales.

2. Promouvoir des instruments économiques et financiers spécialisés dans le cadre du [Plan national de compétitivité et de productivité 2019-2030](#) élaboré par le ministère de l'Économie et des Finances (MEF), un plan qui envisage de relancer le « protocole vert » (voir ci-dessous) et de créer une « feuille de route de la finance verte », entre autres instruments.

3. Créer des incitations fiscales pour les investissements durables.

Lors du Forum mondial sur les paysages organisés en octobre 2020, le ministre adjoint du MINAM en charge du développement stratégique des ressources naturelles a présenté les lignes d'action susmentionnées lors de l'[événement](#) Incitations financières pour un avenir respectueux de la biodiversité – la récupération verte est-elle un catalyseur ? Le MINAM va [continuer à promouvoir les initiatives](#) qui mettent en avant la croissance économique tout en maintenant l'équilibre environnemental.

Mise en œuvre

- [Le Protocole vert](#) a été relancé et signé par le MINAM et par trois organismes du secteur financier péruvien en octobre 2020 dans le but de promouvoir l'intégration d'analyses de l'impact environnemental et social dans des projets et investissements. La cérémonie a permis d'insister sur l'extrême pertinence de telles mesures pour la réactivation économique du pays.
- Lancée en janvier 2021, la [Feuille de route vers une finance verte](#) du Pérou fixe des axes d'intervention, identifie les parties prenantes concernées (p. ex. MEF, PRODUCE, secteur financier) et définit des calendriers, des dates limites et des moyens de mise en œuvre.
- Le groupe multinational AJE, membre de la [Coalition péruvienne pour une production durable](#), a créé des [boissons à base de fruits amazoniens](#) qui sont achetés à des communautés autochtones. Lancée en juillet 2020, la coalition encourage les alliances public-privé dans le but de mettre en place des chaînes d'approvisionnement sans déforestation et de créer des environnements commerciaux durables.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- Le MINAM plaide activement en faveur de l'inclusion de la protection de la biodiversité dans différents programmes publics de réactivation de l'économie (p. ex. [FAE-Mype](#) et [Reactiva Peru](#)). À ce jour, environ 140 éco-entreprises et entreprises bio ont bénéficié de ces programmes d'appui nationaux.
- Les mesures de réponse au COVID-19 qui sont intégrées à des stratégies de croissance verte existantes peuvent renforcer le fonctionnement de ces mesures et orienter efficacement les dépenses liées à la relance vers des activités économiques durables.
- La coopération entre différents secteurs et l'inclusion de parties prenantes politiques et sociétales variées sont cruciales pour concevoir des mesures de relance verte efficaces.
- Les entreprises durables basées sur la nature génèrent des bénéfices sur le plan de l'emploi, de la finance et de l'environnement et sont particulièrement utiles pour favoriser la relance verte.



Chili

Une nouvelle loi sur l'efficacité énergétique pour réduire la consommation d'énergie et créer un allègement économique pour les plus vulnérables

Résultats attendus

- En vertu de la nouvelle loi sur l'efficacité énergétique, les plans de réduction de la consommation d'énergie doivent être dotés d'objectifs à court, à moyen et à long terme capables de faire baisser la consommation d'énergie de 10 %
- Atténuation de 28,6 Mt de CO₂ d'ici 2030
- Réduction des prix de l'énergie pour l'utilisateur final afin de soulager financièrement les personnes les plus touchées par la crise du COVID-19.

Mesures de soutien à

- ✓ l'atténuation

Acteurs impliqués

- Ministère de l'Énergie
- Industries énergivores

Secteurs et domaines

- Énergie
- Transport
- Industrie et exploitation minière
- Résidentiel, public, commercial

Aperçu

Début 2021, le Chili a promulgué sa [première loi sur l'efficacité énergétique](#) qui vise (pour commencer) une réduction de 10 % de l'intensité énergétique d'ici 2030 par rapport à la valeur de référence de 2019. Première du genre dans l'histoire du pays, la nouvelle loi aborde l'efficacité énergétique dans les secteurs du transport, de l'industrie et de l'exploitation minière, ainsi que dans les secteurs résidentiel, public et commercial. La réduction de 10 % de l'intensité énergétique devrait entraîner [des économies cumulées de 15,2 milliards d'USD et une réduction des émissions de 28,6 Mt de CO₂](#).

Pour améliorer l'efficacité énergétique dans tous les secteurs, la loi prévoit des normes pour classer les nouveaux bâtiments en fonction de leur efficacité, ainsi que pour les processus de production et le transport. Outre la réduction à long terme des gaz à effet de serre, la loi prévoit également de soulager financièrement les personnes les plus affectées par la crise du COVID-19. Pour cela, elle envisage de réduire les prix de l'énergie en raison des coûts de production plus faibles de l'énergie renouvelable. Ces économies de coûts pourront être répercutées sur les consommateurs, ce qui les soulagera financièrement.

Mise en œuvre

- En vertu de ce plan, les grands consommateurs d'énergie devront planifier et mettre en œuvre un système de gestion de l'énergie et soumettre chaque année un rapport sur l'état de leur consommation d'énergie.
- Les nouveaux bâtiments devront satisfaire à des critères d'efficacité énergétique spécifiques.
- À la lumière de la pandémie de COVID-19, l'évolution vers la production d'énergie durable devrait permettre de faire baisser les prix de l'énergie et donc de soulager financièrement les utilisateurs finaux.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- La loi sur l'efficacité énergétique stipule un même objectif pour de multiples secteurs, obligeant ainsi tous les secteurs à coopérer pour planifier leur consommation d'énergie.
- La pandémie de COVID-19 peut [accélérer la mise en œuvre de mesures de développement durable](#) si elles sont définies de manière à encourager les effets environnementaux et économiques.
- Il est possible d'intégrer des mesures de relance dans les [politiques environnementales existantes](#) et de renforcer ainsi l'impact positif global.

Éthiopie, Ghana, Kenya

Créer des emplois verts et des chaînes de valeur durables avec l'initiative « Circular Economy 4 Africa »

Résultats attendus

- Créer, améliorer et sécuriser jusqu'à 2 300 emplois dans des entreprises partenaires africaines, notamment avec la formation d'environ 1 600 personnes dans des centres de formation locaux ou ailleurs.
- Faciliter la création de chaînes de valeur durables dans l'économie circulaire en mettant l'accent sur les flux de déchets plastiques, textiles et organiques.
- Renforcer et intégrer 100 petites et moyennes entreprises (PME) africaines dans des chaînes de valeur durables.
- Mobiliser rapidement d'autres investissements privés pour les PME africaines en faisant appel à des acteurs clés.

Mesures de soutien à

- ✓ l'atténuation

Acteurs impliqués

- Sociétés du secteur privé
- Organisations non gouvernementales
- Fondation GreenTec Capital Africa
- Partenaires internationaux : GLZ, Sequa gGmbH

Secteurs et domaines

- Infrastructures et technologies
- Déchets
- Coopération avec le secteur privé

Aperçu

Dans le contexte du deuxième appel à des projets de réponse au COVID-19, le programme [develoPPP.de](#) a annoncé la création de l'initiative « Circular Economy 4 Africa » (CE4Africa) qui doit être mise en œuvre en Éthiopie, au Ghana et au Kenya. L'initiative s'appuie sur une [large alliance](#) de plus de 40 entreprises, associations, ONG et partenaires de financements innovants allemands, européens et africains.

Le consortium met l'accent sur la création à court et à moyen terme d'emplois nouveaux et améliorés (notamment avec des activités liées au COVID-19) dans l'économie circulaire pour améliorer les conditions de santé dans les pays partenaires. Il s'engage à coopérer avec le secteur privé à la transformation économique verte de l'Afrique.



Des employés de TakaTaka Solutions, une entreprise de recyclage kényane soutenue par l'initiative "Circular Economy 4 Africa", pèsent des matières plastiques au centre de rachat de Thika.

Mise en œuvre

- Établir une chaîne de valeur durable des déchets et du recyclage pour les secteurs du plastique, des matières organiques et du textile en Éthiopie.
- Développer un système durable pour séparer la collecte et le traitement des déchets recyclables et organiques au Ghana.
- Mettre en œuvre des activités de formation liées au COVID-19 en Éthiopie, au Ghana et au Kenya.
- Encourager une approche panafricaine pour augmenter la quantité de plastique recyclé disponible pour une utilisation industrielle.
- Projet d'un volume total d'environ 1 million d'euros, dont 70 % sont fournis par le programme [develoPPP.de](#) de la GLZ et 30 % par les partenaires privés.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- 10 business cases développés en vue de l'adhésion du secteur privé montrent le fort potentiel de création d'emplois des PME.
- Les solutions commerciales aidées dans le secteur du recyclage ont montré qu'elles avaient un excellent potentiel de reproductivité et d'extensibilité.
- L'intérêt considérable affiché par d'autres partenaires publics et privés offre la possibilité de renforcer les partenariats mutuellement bénéfiques pour reconstruire mieux.
- Bon exemple de mesures intégrées qui allègent les conséquences de la pandémie de COVID-19, favorisent l'atténuation du changement climatique et encouragent simultanément l'action locale et le développement urbain durable.

Nouvelle-Zélande

Améliorer l'efficacité des bâtiments pour réduire la consommation d'énergie et les coûts pour les personnes les plus touchées par la pandémie

Résultats attendus

- Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments par la rénovation et l'isolation
- Réduire la consommation d'énergie des foyers pendant les pics d'utilisation d'électricité pour limiter les coûts énergétiques pour les propriétaires
- Réduire le nombre d'affections des voies respiratoires supérieures et aider les membres les plus vulnérables des communautés à rester en sécurité pendant la pandémie de COVID-19

Mesures de soutien à

- ✓ l'atténuation

Acteurs impliqués

- Gouvernement national
- Autorité chargée de l'efficacité énergétique et des économies d'énergie (Energy Efficiency and Conservation Authority - EECA)
- Organisations locales (entreprises, trusts, comités, conseils de santé de district)

Secteurs et domaines

- Renforcer l'efficacité énergétique
- Énergie

Aperçu

Lancé en 2018, le programme de subventions du gouvernement « [Warmer Kiwi Homes](#) » a pour but de réduire la consommation d'énergie en améliorant l'isolation des foyers à faibles revenus grâce à des subventions à la rénovation et à l'isolation des bâtiments. Le programme est mis en œuvre par l'autorité chargée de l'efficacité énergétique et des économies d'énergie (EECA) de Nouvelle-Zélande. En réponse à la pandémie actuelle, le gouvernement du pays, par l'intermédiaire d'un Fonds de lutte contre le COVID-19 et de relance, a soutenu le programme en injectant des fonds supplémentaires pour un montant de 56 millions d'USD, permettant à Warmer Kiwi Homes d'atteindre 9 000 foyers supplémentaires.

Le programme fournit ainsi une aide sanitaire et financière aux [personnes les plus touchées](#) par la crise du COVID-19. Dans le même temps, il contribue à réduire la consommation d'énergie et donc à atténuer les émissions de gaz à effet de serre. Cette approche globale pourrait être reproduite lors du développement d'autres politiques, ainsi que dans d'autres secteurs et pays.

Mise en œuvre

- [Depuis 2018](#), environ 20 000 foyers ont reçu une subvention ; grâce à la récente injection de fonds, 9 000 foyers supplémentaires ont pu en bénéficier.
- Le programme évalue les demandes en fonction de critères d'éligibilité : les candidats éligibles peuvent couvrir jusqu'à 90 % du coût de l'isolation au plafond et au sol et 90 % du coût d'un chauffage approuvé.
- L'initiative est un effort collaboratif associant [divers trusts, entreprises, comités et conseils de santé locaux](#) qui contribuent au financement des coûts non pris en charge par le programme.
- Plus de 90 entreprises ont été engagées et 1 300 sous-traitants diligents.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- Il s'agit d'un bon exemple de projet de relance verte qui avait été mis en œuvre avant la pandémie de COVID-19, mais a reçu des fonds supplémentaires en réponse à la pandémie.
- En permettant aux communautés vulnérables de rester au chaud pendant l'hiver, le programme [réduit le nombre d'affections des voies respiratoires supérieures](#) et limite le risque de développer une forme grave du COVID-19.
- En outre, les foyers mieux isolés peuvent limiter leur consommation d'énergie pendant les pics de demande d'électricité et donc contribuer à la réduction des émissions globales de gaz à effet de serre.
- L'exemple montre comment une politique unique bien planifiée peut lutter avec succès contre différents problèmes simultanément.

Transition et emploi équitables

Pour soutenir la biodiversité et l'agriculture durable

Afrique du Sud

Working for Water – créer des offres d'emploi au moyen d'approches basées sur la nature

Résultats attendus

- Réduire la quantité de plantes envahissantes de 22 % chaque année pour stabiliser les cycles d'eau, la biodiversité et les services écosystémiques
- Emploi et autonomisation des populations marginalisées des zones rurales

Mesures de soutien à

- ✓ l'adaptation

Acteurs impliqués

- Ministères nationaux
- Communes
- Associations de protection de la nature
- Entreprises privées
- Propriétaires terriens
- Communautés locales

Secteurs et domaines

- Infrastructure de l'eau
- Biodiversité et écosystèmes

Aperçu

Bien avant le COVID-19, le gouvernement sud-africain avait commencé à utiliser des synergies pour lutter contre l'enjeu socio-économique que représente le chômage et contre une menace majeure pour les écosystèmes et les cycles de l'eau locaux. Les plantes envahissantes couvrent environ 1 % de la masse terrestre de l'Afrique du Sud, mettant en danger l'importante biodiversité et la [sécurité hydrique](#) du pays et affectant négativement les services écosystémiques tels que les récoltes alimentaires ou l'écotourisme. Le programme [Working for Water](#) (WfW) a été lancé en 1995 pour lutter contre ces problèmes tout en favorisant l'emploi et a été [renforcé en réponse à la crise financière de 2008-2009](#) sous la forme d'une mesure de relance verte.

Le WfW emploie des personnes pour éliminer les plantes envahissantes par des moyens mécaniques et chimiques ainsi que par des mesures de lutte biologique. Il vise ainsi le double objectif de créer de l'emploi et des possibilités de développement dans les zones rurales

tout en préservant la biodiversité et en réduisant le stress hydrique. Le WfW vise notamment à accroître les moyens de subsistance des communautés marginalisées en recrutant plus spécifiquement des femmes, des jeunes et des handicapés et met également en œuvre des projets de lutte contre le VIH et le Sida ainsi que d'autres initiatives de développement.

Après la crise financière de 2008-2009, le gouvernement a décidé d'élargir le WfW. Avec un budget annuel de 1,8 milliard de ZAR (100 millions d'euros) et environ [40 000 personnes](#) employées en 2018, non seulement le WfW a été élargi, mais il est aussi devenu le fer de lance d'une série de programmes « Travailler pour » (Zones humides en 2000, Feu en 2003 et Terres en 2010) et fait partie du [Programme de travaux publics élargi](#) d'Afrique du Sud. En 2020, le gouvernement a [annoncé](#) sa volonté de continuer à développer le WfW dans le contexte du plan de relance national.

Mise en œuvre

- Depuis sa création, [le programme WfW](#) a offert des emplois et des formations à [20 000](#) à [40 000](#) personnes issues de secteurs marginalisés.
- [Certains experts critiquent](#) le fait que le WfW donne la priorité au nombre d'emplois créés plutôt qu'à l'efficacité de la lutte contre les espèces envahissantes. Bien que le programme ait éliminé [2,5 millions d'hectares](#) de plantes envahissantes jusqu'en 2018, la population globale de ces espèces continue à progresser. Un [rapport](#) de l'Institut national sud-africain de la biodiversité (SANBI) conclut que le programme pourrait améliorer sa planification et son suivi.
- Certains s'élèvent contre les faibles salaires et les mauvaises conditions de travail [criticism from labour unions](#).

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- Malgré ses limites, le WfW est un programme exceptionnel qui, depuis 25 ans, fait usage de possibilités d'emploi à grande échelle tout en protégeant les écosystèmes. Il fournit également des éclairages très intéressants pour de futurs projets.
- [Le rapport](#) du SANBI souligne la valeur environnementale et économique du programme au-delà de la dimension de l'emploi, sachant que chaque rand dépensé pour contrôler les espèces envahissantes permet d'économiser entre 8 et 3 000 rands de dommages évités aux écosystèmes.
- En élargissant les programmes existants, il est possible de tirer profit des infrastructures, des compétences et du personnel existants.
- Les solutions basées sur la nature demandent souvent beaucoup de main-d'œuvre, ce qui signifie qu'en mettant systématiquement l'accent sur certains groupes précis, il est possible de promouvoir les opportunités d'emploi.
- Les processus d'évaluation et d'amélioration des projets doivent être continus de manière à améliorer leurs résultats, en mettant l'accent sur la collaboration avec certains groupes de main-d'œuvre.
- Il est important de tirer des enseignements des crises passées, par exemple de la crise financière de 2008-2009, et des stratégies de relance associées.

Argentine, Colombie, Mexique, Pérou

Améliorer l'[infrastructure cyclable](#) pour favoriser la santé de la population et des villes

Résultats attendus

- Mobilité durable et non polluante
- Répartition plus équitable de l'espace public
- Amélioration de la santé et du bien-être publics, y compris de la mobilité urbaine assortie de mesures de distanciation sociale pour limiter la propagation du COVID-19
- Bonne pratique de gouvernance

Mesures de soutien à

- ✓ l'atténuation

Acteurs impliqués

- Administrations fédérale et locales
- GIZ
- Banque interaméricaine de développement

Secteurs et domaines

- Mobilité et planification urbaines
- Villes

Aperçu

En juillet 2020, le programme Villes et changement climatique de la GIZ Mexique a participé à la mise en œuvre d'une piste cyclable temporaire dans la ville de Leon. Inspiré par la réponse positive du public à cette mesure, le gouvernement mexicain a aidé d'autres municipalités à créer des pistes cyclables temporaires en leur apportant une [assistance technique](#) pour le processus de conception, l'exploitation, la stratégie de communication et le suivi et l'évaluation. Pour inciter les citoyen-ne-s à se mettre au vélo, une campagne (« [Huellas Activas](#) ») a été lancée sur les réseaux sociaux et des incitations ont été créées, avec la promotion des programmes de vélo-partage ou l'inclusion de la vente de vélos dans la liste des activités essentielles pendant le confinement. Des [ateliers virtuels](#) ont également été organisés avec l'aide de la Transformative Urban Mobility Initiative (TUMI).

En novembre 2020, la Banque interaméricaine de développement (BID) a publié un [guide sur la création des pistes cyclables temporaires](#). Elle a ensuite annoncé, en s'appuyant sur les enseignements tirés de l'expérience mexicaine, un plan visant à [aider trois autres villes](#) d'autres pays d'Amérique latine : Fusagasugá et Tunja en Colombie et Santa Fe en Argentine. La banque avait [auparavant pointé du doigt le](#)

[potentiel d'amélioration des conditions de circulation à vélo](#) pour favoriser une mobilité durable, abordable et sûre sur le plan du COVID-19. Selon les travaux de recherche de l'[IIDD](#), les investissements dans les pistes cyclables représentent également une bonne opportunité de création d'emplois verts.

Il est important de noter qu'en vertu de la planification actuelle, rares sont les nouvelles pistes cyclables créées pendant la pandémie qui resteront permanentes. Pour transformer de manière permanente et promouvoir une mobilité urbaine durable, respectueuse du climat et inclusive, il faudra absolument faire le lien entre l'infrastructure cyclable et des objectifs de développement à long terme plus larges, afin de promouvoir la connectivité intermodale (p. ex. [lien entre les pistes cyclables et les gares](#)) et de donner aux autorités locales les ressources opérationnelles et financières nécessaires pour transformer des mesures temporaires réussies en infrastructures pérennes. Cette vision est conforme aux recommandations de l'initiative [Vision Zero Challenge](#), qui agit en faveur de la sécurité routière en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Mise en œuvre

- Pendant la pandémie, la ville de Mexico a commencé à construire 54 km de pistes cyclables, [Bogotá](#) a créé un réseau de 84 km, [Lima](#) a développé 46 km et [Buenos Aires](#) a annoncé un projet de 60 km de pistes cyclables.
- Selon le ministère de la Mobilité de Mexico, [les déplacements en vélo ont augmenté de 221 %](#) entre mars 2020 et janvier 2021, tandis que les déplacements en transport public et en voiture privée baissaient de 50 %. [Selon une enquête](#) réalisée à Bogotá, l'intérêt des citoyen-ne-s pour le vélo augmente, comme le montre le doublement récent (de 8 % à 16 %) du nombre de personnes circulant à vélo dans la ville.
- Les processus de planification et de création de pistes cyclables temporaires ont été [caractérisés par un processus décisionnel rapide et par des approches essai-erreur](#). Leur mise en œuvre a fait l'objet d'interventions à faible coût. La priorité donnée aux principaux trajets domicile-travail et à l'accès aux centres communautaires a joué un rôle clé pour répondre aux besoins des habitant-e-s et faire en sorte que les pistes cyclables soient acceptées.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- En ce qui concerne les impacts, le [gouvernement mexicain a souligné les bénéfices du vélo en termes d'environnement, d'économie et de santé publique](#), insistant sur les liens qui existent entre la réduction des émissions et de la pollution de l'air, l'amélioration de la mobilité et de la santé des citoyen-ne-s et même la diminution du risque d'être atteint d'une forme grave du COVID-19.
- Les stratégies de communication jouent un rôle crucial pour familiariser la population avec les infrastructures émergentes et encourager leur utilisation, ce qui garantit leur acceptation et leur durabilité après la pandémie.
- L'intégration dans les réseaux de transport des villes, le long des principaux trajets domicile-travail grâce à des points de connexion intermodale, est impérative pour assurer la pérennité des projets.
- Les conseils (techniques) et la bonne gouvernance jouent un rôle essentiel : il ne s'agit pas simplement d'un projet d'infrastructure, mais d'un effort de coordination et de collaboration multiacteurs autour de la mobilité active et durable entre le gouvernement fédéral, les gouvernements locaux, le secteur privé et les communautés.

Kenya

Reprendre possession des espaces publics verts et des écosystèmes urbains – un [plan d'infrastructures vertes pour Nairobi](#)

Résultats attendus

- Réduction de la pollution et amélioration de la propreté de l'eau de la rivière Nairobi
- Amélioration des espaces publics à des fins récréatives
- Résilience accrue aux inondations

Mesures de soutien à

- ✓ l'adaptation
- ✓ l'atténuation

Acteurs impliqués

- Ministères du gouvernement central
- Comté de la ville de Nairobi
- Kenya Forest Service
- Placemaking Nairobi et Public Space Network
- C40

Secteurs et domaines

- Infrastructure urbaine
- Écosystèmes urbains
- Prévention des inondations

Aperçu

Au [Kenya](#), Nairobi a décidé de mettre l'accent sur les infrastructures vertes dans le cadre de son plan de relance. La ville souhaite améliorer la protection et la qualité des espaces verts, particulièrement le long de la rivière Nairobi, tout en aidant les personnes dans le besoin. En mars 2020, la ville a embauché d'anciens résidents du Michuki Memorial Park au chômage pour qu'ils participent au nettoyage, à la restauration et à la protection de la zone. Le parc fournit dorénavant aux habitant-e-s du quartier des espaces récréatifs tout en améliorant le microclimat et la qualité de l'habitat pour des espèces qui avaient autrefois disparu en raison des niveaux élevés de pollution. La ville s'efforce également d'offrir de meilleurs axes routiers avec des trottoirs et un système de drainage améliorés ainsi que davantage d'arbres pour favoriser la mobilité active et éviter les épisodes d'inondation.

[Placemaking Nairobi](#) et le réseau [Public Space Network](#) ont réuni les parties prenantes locales pour qu'elles s'approprient les rues et les parcs publics dans le quartier des affaires ainsi que dans les quartiers résidentiels. Résultat, les habitant-e-s s'investissent davantage dans les rues réaménagées, et se sentent plus responsables de leur apparence, leur utilisation et leur sécurité. Le programme a également reçu le soutien du plus haut niveau politique. En décembre 2020, le [président Uhuru Kenyatta](#) a renouvelé l'engagement du gouvernement en faveur de la restauration des espaces verts et de l'amélioration de l'environnement de la ville.

Mise en œuvre

- 1 200 tonnes de débris ont été retirées du Michuki Memorial Park et, selon le directeur du [quartier d'affaires central](#) de Nairobi, « *le lieu est dorénavant propre avec de l'air frais et on trouve même des poissons dans la rivière Nairobi, ce qui n'était jamais le cas auparavant* ».
- Le fait de travailler avec des organisations locales telles que Placemaking Nairobi a favorisé la participation du public.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- En renforçant les infrastructures urbaines vertes, il est possible d'améliorer la vie des habitant-e-s.
- La participation du public aux programmes de design urbain peut générer un sentiment accru d'appropriation.
- L'appui politique de haut niveau permet de mieux faire connaître les mesures de relance verte.

Action locale et développement urbain durable

Outils économiques, monétaires et fiscaux

Coopération internationale et financement

Mexique

Garantir l'approvisionnement en eau chaude dans les hôpitaux publics grâce à des systèmes solaires

Résultats attendus

- Installation d'un système de chauffage solaire de l'eau dans un hôpital public
- Réduction d'environ 50 tonnes des émissions annuelles de CO2 de l'hôpital
- Formation de 20 membres du personnel de l'hôpital aux bénéfices environnementaux et économiques du chauffage solaire de l'eau
- Création d'un exemple de bonne pratique qui peut facilement être reproduit et amplifié par d'autres hôpitaux ou institutions publiques
- Renforcement des services de santé dans le contexte de la pandémie de COVID-19

Mesures de soutien à

- ✓ l'atténuation

Acteurs impliqués

- Hôpital « Luis Cabrera » de Mexico
- Autorités gouvernementales de Mexico chargées de la santé et de l'environnement
- Secteur privé : Módulo Solar
- GIZ

Secteurs et domaines

- Énergie
- Coopération avec le secteur privé

Aperçu

L'[appel à des projets de réponse au COVID-19](#) du programme [develoPPP](#) soutient des projets de développement avec le secteur privé dans le but d'atténuer les conséquences économiques et sanitaires de la pandémie. Dans ce contexte, le [ministère fédéral du Développement](#), en coopération avec la GIZ et l'entreprise mexicaine Modulo Solar, a lancé un projet visant à mettre à la disposition d'un hôpital de Mexico de l'eau chaude provenant d'une source abordable et durable.

Depuis le début de la pandémie, le centre, qui est un des principaux hôpitaux publics de Mexico, se consacre entièrement aux patients atteints de COVID-19. L'établissement est équipé d'un système d'eau

chaude alimenté au gaz naturel. Outre la pollution importante qu'il génère, le coût élevé du combustible ne permet pas d'assurer un approvisionnement continu en eau chaude, ce qui nuit aux opérations de l'hôpital.

Le système de chauffage solaire de l'eau fournit de l'eau chaude pour un coût réduit, atténue la pollution locale et permet à l'hôpital de faire des économies. Les ressources financières auparavant consacrées aux combustibles fossiles peuvent être redirigées vers les soins aux patients. À moyen terme, le projet vise à établir un exemple de bonne pratique susceptible d'être facilement reproduit dans d'autres hôpitaux ou dans des bâtiments publics au Mexique et dans d'autres pays.

Mise en œuvre

- Le projet a été financé conjointement par le programme [develoPPP](#) de la GIZ (75 %) et par l'entreprise mexicaine privée [Módulo Solar](#) (25 %).
- Une fois que le personnel de l'hôpital aura été parfaitement formé, l'installation sera intégralement cédée à l'hôpital.
- Les étapes suivantes comprennent l'élaboration d'une feuille de route destinée à promouvoir les bénéfices des systèmes de chauffage solaire de l'eau dans tout le secteur de la santé.
- L'objectif global est d'encourager d'autres hôpitaux ainsi que des bâtiments publics et privés à reproduire l'approche et à installer des systèmes similaires.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- La pandémie de COVID-19 exerce une [pression considérable sur le secteur de la santé](#) et accroît la nécessité d'utiliser les ressources de manière aussi efficace que possible.
- La présence d'une [eau chaude produite de manière durable](#) permet à la fois d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre et de réduire les coûts pour le secteur de la santé.
- L'installation de systèmes de chauffage de l'eau similaires (en particulier dans les régions présentant des taux élevés d'heures d'ensoleillement par an) offre un immense potentiel de réduction des coûts et des émissions de gaz à effet de serre.
- Les systèmes de chauffage solaires pourraient être intégrés à des campagnes gouvernementales plus larges telles que le programme « [Solar City Programme](#) » du gouvernement de Mexico.

Uruguay

Solutions électriques durables pour le transport urbain de marchandises et la logistique du dernier kilomètre

Résultats attendus

- Renforcement des capacités locales de production de véhicules électriques légers
- Promotion de solutions technologiques durables pour le transport urbain de marchandises et la logistique du dernier kilomètre (services de livraison)
- Reconception des systèmes de circulation urbains
- Encourager la collaboration entre différentes villes d'Amérique latine et faire le lien entre les parties prenantes issues de start-ups, d'autorités municipales et du monde universitaire

Mesures de soutien à

- ✓ l'atténuation

Acteurs impliqués

- Municipality of Montevideo
- UN-Habitat
- MOVÉS
- Wuppertal Institute for Climate, Environment and Energy
- Urban Electric Mobility Initiative

Secteurs et domaines

- Transport
- Aménagement urbain

Aperçu

[SOLUTIONSplus](#) appelle les innovateurs locaux à créer des solutions de mobilité urbaine durables. Projet emblématique financé par l'UE, SOLUTIONSplus vise à encourager l'électrification du transport dans les zones urbaines des pays émergents et en développement. Dans ce contexte, [Montevideo](#) est une des deux villes d'Amérique latine qui recevront des fonds d'[ONU Habitat](#) pour concevoir un programme encourageant la production et l'utilisation de véhicules durables dans la logistique du dernier kilomètre, avec des [vélos électriques](#) et des véhicules utilitaires électriques et légers (tricycles).

L'initiative a pris une importance accrue pendant la [pandémie de COVID-19, qui a eu un impact important sur les villes et, en particulier, sur le transport public](#). De nombreuses villes ont enregistré une baisse des déplacements domicile-travail conventionnels, accompagnée d'une large augmentation des déplacements en vélo et à pied. De même, la recrudescence des achats en ligne et la demande accrue de services de livraison ont infligé une pression supplémentaire à la logistique du dernier kilomètre (services de livraison). Bien que cette évolution présente d'importantes difficultés pour les municipalités, elle offre également aux décideur-euse-s politiques la [possibilité de transformer rapidement et radicalement les systèmes de circulation urbains](#) grâce à l'adoption de solutions plus durables.

Mise en œuvre

- Montevideo est une des deux villes d'Amérique latine (avec Quito, en Équateur) qui ont remporté l'appel lancé aux innovateurs locaux.
- L'opération pilote de Montevideo est gérée par [MOVÉS](#).
- Elle sera coordonnée au niveau régional par l'Institut de Wuppertal pour le climat, l'environnement et l'énergie et par l'Initiative de mobilité électrique urbaine (UEMI).
- L'opération pilote doit absolument inclure l'utilisation d'une large gamme d'instruments, renforcer les capacités et démontrer qu'elle peut être reproduite.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- Cet exemple de projet de relance verte encourage les idées et solutions locales en vue de la création de solutions de mobilité intégrées dans le contexte local d'une ville.
- Les projets favorisent la coordination entre les différents secteurs concernés, l'administration de la ville, les start-ups et le monde universitaire.
- Le programme montre que la crise du COVID-19 n'a pas que des côtés négatifs puisqu'elle offre la possibilité d'orienter les investissements vers des solutions de circulation plus durables.
- Les travaux de recherche indiquent que les investissements publics dans la mobilité urbaine verte comptent parmi les [retours sur investissement](#) les plus élevés en termes de création d'emplois. Ces mesures sont donc particulièrement adaptées lorsqu'il s'agit d'associer efforts environnementaux et relance économique.

Éthiopie

Appuyer la reforestation, créer des emplois et renforcer la résilience au moyen de [solutions basées sur la nature](#)

Résultats attendus

- Planter 20 milliards d'arbres en quatre ans
- Créer 1 500 emplois et améliorer les moyens de subsistance de 150 000 ménages
- Améliorer la santé des femmes et des filles rurales
- Renforcer la résilience climatique au moyen de solutions basées sur la nature pour lutter contre la déforestation et la dégradation des écosystèmes

Mesures de soutien à

- ✓ l'adaptation
- ✓ l'atténuation

Acteurs impliqués

- Ministères nationaux
- CEA de l'ONU
- Administration locale
- Entreprises privées
- Organisations de la société civile

Secteurs et domaines

- Forêts
- Agriculture
- Énergie

Aperçu

En 2019, le gouvernement éthiopien a lancé une [Green Legacy Initiative](#) qui a pour but de lutter contre les effets de la déforestation et du changement climatique dans le pays. Des actions concertées de plantation d'arbres sont au cœur de l'initiative, en vertu d'une coopération entre des ministères (Agriculture, Innovation et Technologie), des collectivités locales, des entreprises et des organisations de la société civile.

En août 2020, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) de l'ONU s'est associée au ministère de l'Eau éthiopien et à la Suède (en tant que donateur) pour [lancer un projet de 3,6 millions d'USD sur quatre ans](#) qui vise à utiliser des solutions basées sur la nature pour améliorer la résilience communautaire et les infrastructures de ressources en eau, en s'appuyant sur les efforts menés dans le contexte de la Green

Legacy Initiative. Selon le secrétaire exécutif de la CEA, le projet « aidera les communautés à s'occuper des arbres jusqu'à leur maturité et à les gérer pour leur propre bénéfice ainsi que pour garantir l'intégrité des écosystèmes ». Malgré son budget modeste, le projet espère [créer des emplois verts susceptibles d'améliorer les moyens de subsistance de 150 000 ménages](#). Parmi les mesures mises en œuvre figurent la création d'une usine de production de réchauds économiques en énergie, le soutien à la plantation d'arbres fruitiers et fourragers et le renforcement des capacités d'entretien des forêts.

Une des priorités du projet est de soutenir les femmes et les filles rurales afin de lutter contre l'exclusion et les inégalités de genre, un objectif qui est au cœur de projets tels que l'initiative [Oromia Region Women-Led Green Legacy Initiative](#).

Mise en œuvre

- On estime que [4 milliards d'arbres ont été plantés](#) lors de la première campagne en 2019. Une deuxième campagne organisée pendant la pandémie en juin 2020 a permis de planter 4,1 milliards d'arbres (sur un objectif prévu de 5 milliards) [avant fin août 2020](#). Le but était de promouvoir l'emploi tout en favorisant une relance verte.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- La réussite de la Green Legacy Initiative montre le potentiel considérable des solutions basées sur la nature. En s'appuyant sur des initiatives existantes, il a été possible de mettre en place une relance verte à grande échelle.
- Malgré son potentiel, le projet de la CEA dispose d'un budget limité de 3,6 millions d'USD sur quatre ans, ce qui souligne la nécessité de mobiliser davantage d'appuis financiers.
- La mise en œuvre nécessite une coordination importante ainsi que de strictes mesures de suivi et d'évaluation.

Inde

Créer des emplois et soutenir la protection de la biodiversité au moyen de [programmes nationaux de relance économique](#)

Résultats attendus

- Créer des emplois, notamment pour les communautés tribales et les populations adivasi
- Appuyer l'afforestation des terres, promouvoir les écosystèmes et la biodiversité

Mesures de soutien à

- ✓ l'adaptation

Acteurs impliqués

- Gouvernement national
- États fédéraux
- Groupes tribaux
- Financement provenant d'entreprises privées

Secteurs et domaines

- Forêts
- Restauration de zones humides
- Emploi local

Aperçu

Dans le cadre de sa campagne de réforme axée sur la relance *Aatma Nirbhar Bharat*, l'Inde [a annoncé en mai 2020](#) qu'elle encouragerait simultanément la préservation de la biodiversité, la création d'emplois et l'appui aux communautés tribales en affectant plus de 800 millions d'USD provenant des fonds de son Autorité de planification et de gestion du Fonds d'afforestation compensatoire (CAMPA) à l'emploi de populations tribales et adivasi (terme collectif utilisé pour désigner les tribus du sous-continent indien) pour des travaux de plantation, de gestion des forêts et de protection de la faune. Cette initiative a pour but de [réduire le chômage des populations rurales et tribales](#) tout en évitant d'utiliser des fonds basés sur le marché pour financer les activités de relance, puisqu'elle libère des fonds publics existants et inutilisés.

La [loi CAMPA](#) a été promulguée en 2016 et s'appuie sur la [loi \[de préservation\] des forêts de 1980](#), qui exige que, lorsqu'une parcelle de terre est déboisée, une superficie équivalente soit reboisée. Alors que

la reforestation compensatoire relève de la responsabilité du gouvernement de l'État (ou du territoire de l'union), les fonds sont collectés auprès de l'agence utilisatrice (généralement une entité privée) responsable de la déforestation, ce qui permet de disposer d'un flux d'argent pour les projets. Les [États fédéraux](#) ont l'obligation d'utiliser les fonds CAMPA principalement pour des activités d'afforestation et de plantation ainsi que pour la gestion, la préservation et le renouvellement des forêts. Par exemple, l'[État d'Uttarakhand](#) a annoncé en octobre 2020 qu'il mobiliserait ces fonds pour employer 10 000 personnes à des travaux forestiers.

Une autre initiative indienne de relance verte vise à [élargir le programme de préservation des zones humides du pays](#), en vertu du Plan national de préservation des écosystèmes aquatiques (NPCA), pour passer de 100 zones humides à un réseau de 1 000 zones humides, ce qui permettra de s'assurer que la planification des paysages est axée sur la connectivité écologique et la valorisation écologique du réseau de zones humides.

Mise en œuvre

- Par le passé, le fait que la reforestation effectuée en vertu du CAMPA avait tendance à [promouvoir les monocultures plutôt que la biodiversité avait suscité des inquiétudes](#). Certains projets menés récemment ont toutefois garanti un niveau élevé de biodiversité, comme c'est le cas du [Parc de biodiversité de Dhubri](#), qui devrait compter 1 000 espèces de plantes.
- Certains groupes environnementaux, organisations de la société civile et [représentant-e-s tribaux-ales](#) ont remis en question le principe même du déboisement de forêts et de la reforestation compensatoire et ont critiqué les mécanismes de mise en œuvre de CAMPA (par l'intermédiaire des ministères des Forêts des États) ainsi que la mauvaise qualité de la planification et de l'exécution. CAMPA reste toutefois un instrument de financement important des forêts en Inde.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- Une [étude de PWC](#) suggère que CAMPA parvient à créer des emplois immédiats et à court terme pour les communautés autochtones qui dépendent des forêts (dont bon nombre appartiennent à différentes tribus locales) et pour les travailleurs et travailleuses migrant-e-s qui ont été obligés de retourner dans leur village en raison de la crise du COVID-19.
- Les projets doivent absolument garantir une diversité importante des plantes et de la faune et éviter les monocultures.
- Une meilleure représentation des tribus est nécessaire au niveau du processus décisionnel. L'[Institut des ressources mondiales](#) souligne la nécessité de tenir compte des relations complexes entre l'homme et l'environnement qui régissent les projets de restauration des terres, ainsi que du système indien des castes et de son impact sur les décisions prises.

Des solutions basées sur la nature, pour soutenir la biodiversité et l'agriculture durable

Jamaïque

Soutenir des mesures d'[économie bleue](#) pour favoriser une relance économique verte



Résultats attendus

- Appuyer des activités de pêche durables et résilientes grâce à la numérisation et au suivi
- Restaurer les écosystèmes des mangroves
- Garantir et créer des offres d'emploi

Mesures de soutien à

- ✓ l'adaptation

Acteurs impliqués

- Gouvernement national
- Pêche artisanale
- Université des Indes occidentales
- Partenaires internationaux : Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement (BID)

Secteurs et domaines

- Pêche et aquaculture
- Restauration des écosystèmes

Aperçu

Plus de 80 % du PIB de la Jamaïque étant généré dans les zones côtières, les mesures d'économie bleue sont au cœur des efforts de relance du pays liés à la pandémie. Pour les industries qui dépendent de l'économie bleue, le gouvernement a adopté une approche multisectorielle, avec des initiatives axées sur l'environnement naturel, la pêche, le tourisme et la navigation.

Une de ces initiatives, le [projet « Blue Carbon Restoration in southern Clarendon, Jamaica »](#), cherche à restaurer plus de 1 000 hectares de mangrove dégradée. Le projet est mis en œuvre par l'université des Indes occidentales et financé à hauteur de 2,45 millions d'USD par la BID. Dans le cadre d'une autre initiative faisant partie de la réponse rapide initiale de la Jamaïque aux impacts du COVID-19, une [subvention ponctuelle](#) a été attribuée aux pêcheurs artisanaux pour compenser leurs pertes de revenus. [La Jamaïque fait depuis longtemps des efforts](#) pour restaurer ses réserves de poisson, mais l'enregistrement des pêcheurs artisanaux s'est avéré compliqué. Pour mieux comprendre la pêche artisanale et faciliter la transition du secteur vers l'information

numérique et le suivi, cette subvention était soumise à deux conditions principales : enregistrement des bateaux et traceurs GPS obligatoires.

Pour garantir un appui à long terme à l'économie bleue, le gouvernement national et les partenaires internationaux ont uni leurs forces. Tandis que l'Autorité nationale de la pêche [apporte des financements initiaux aux projets](#) pour diversifier la production des activités de pêche, par exemple en introduisant des produits à valeur ajoutée et en ciblant des marchés à l'exportation, une [initiative de 4,8 millions d'USD sur cinq ans financée par la Banque mondiale](#) et baptisée « *Promoting Community-based Climate Resilience in the Fisheries Sector Project* » a été lancée en juillet 2020 en coopération avec le ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Agriculture et de la Pêche (MICAF). L'initiative soutiendra l'investissement et la diversification dans des alternatives basées sur la pêche, l'élaboration de politiques et de réglementations et la sensibilisation à des pratiques résilientes au changement climatique et aux catastrophes naturelles. Des efforts de planification avaient déjà commencé en 2016, montrant comment les mesures de relance verte peuvent s'appuyer sur des projets antérieurs ou en cours.

Mise en œuvre

- 5 000 pêcheurs reçoivent [des bons d'achat d'une valeur de 15 000 USD](#) pour acheter des filets ou du matériel de pêche équivalent.
- Les aquaculteurs bénéficient de bons d'achat pour acheter des aliments pour les poissons et de l'équipement pour leurs exploitations.
- Le projet de restauration des mangroves devrait [arriver à son terme en 2026](#).
- Dès 2016, le MICAF et la Banque mondiale ont réalisé des études préparatoires qui ont permis d'obtenir les résultats suivants : analyse socio-économique du secteur de la pêche, options de diversification des moyens de subsistance pour les activités de pêche communautaires, cadre de gestion environnementale pour le projet et analyse des politiques portant sur le secteur de la pêche.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- En centrant les efforts de relance verte sur des secteurs économiques clés, il est possible d'élaborer une série complète de mesures à court terme et à long terme.
- Les subventions ponctuelles peuvent être un instrument fiable pour combiner l'appui immédiat aux moyens de subsistance et la transition vers des pratiques de gestion des ressources plus durables.
- Des programmes et des financements pluriannuels permettent de soutenir l'évolution vers l'adoption de pratiques d'économie bleue durable à long terme.
- La coopération avec les partenaires de développement renforce les efforts continus mis en œuvre par le gouvernement pour soutenir l'économie bleue pendant la phase de relance.

Des solutions basées sur la nature, pour soutenir la biodiversité et l'agriculture durable

Pakistan

Créer des emplois grâce à des activités de reforestation et d'amélioration de la biodiversité

Résultats attendus

- Planter 20 millions d'arbres, avec des bénéfices pour les écosystèmes et un air plus propre, en privilégiant des arbres capables de résister au changement climatique
- Soutenir plus de 60 000 emplois, en mettant l'accent sur les jeunes et les travailleurs et travailleuses journaliers

Mesures de soutien à

- ✓ l'adaptation

Acteurs impliqués

- National government
- World Bank

Secteurs et domaines

- Biodiversité
- Emploi des jeunes

Aperçu

En 2018, le gouvernement pakistanais a lancé sa campagne de plantation de 10 milliards d'arbres, qui vise à préserver environ 650 000 [hectares de forêts en stimulant la plantation, en créant des pépinières, en préservant les forêts naturelles et en faisant la promotion du miel, des fruits et de la plantation d'oliviers au Pakistan](#). En réponse à la crise économique liée au COVID-19, le gouvernement a [lancé une initiative de « relance verte »](#) par l'intermédiaire du programme, en l'exemptant des obligations de confinement et en s'engageant à inaugurer sept nouveaux parcs nationaux.

Le gouvernement a promis de planter [des millions d'arbres en 2020 et de créer 63 000 emplois](#), spécialement pour les jeunes et les travailleurs et travailleuses journalier·e·s. La [Banque mondiale](#) a appuyé cet effort avec un prêt de 188 millions d'USD. Le Pakistan plante des arbres qui nécessitent [relativement peu d'eau](#), ce qui permet de garantir leur résilience au réchauffement et aux impacts climatiques futurs.

L'initiative a fait l'objet d'une promotion importante assortie d'un appui politique de haut niveau. Le [Premier ministre Imran Khan](#) a notamment lancé la plus grande campagne de plantation d'arbres de l'histoire du Pakistan, et célébré le 9 août (« Tiger Force Day ») en plantant 3,5 millions d'arbres en une journée.

Mise en œuvre

- Le [gouvernement est dans la première phase](#) de la campagne de plantation de 3,25 milliards d'arbres pour un coût de 105 milliards de PKR (650 millions d'USD).
- Pas moins de [63 000 personnes](#) sont actuellement employées par le programme.
- [Les travailleurs et travailleuses indiquent](#) gagner moins que le salaire minimum du Pakistan.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- Les solutions basées sur la nature demandent beaucoup de main-d'œuvre et peuvent promouvoir l'emploi dans le cadre de la crise du COVID-19 et au-delà.
- L'alignement stratégique avec les politiques et les stratégies d'investissement à long terme est important : pour obtenir des bénéfices durables en termes d'emploi, les initiatives de plantation d'arbres de ce genre doivent être intégrées à des programmes de gestion de la préservation.
- L'appui politique de haut niveau et le soutien de financeurs internationaux permettent d'élever le statut des projets basés sur la nature.
- À l'avenir, un des principaux enjeux consistera à utiliser des pratiques d'emploi plus équitables.

Coopération internationale et financement

Outils économiques, monétaires et fiscaux

Mondial

Aider les pays à mettre en œuvre des CDN ambitieuses et à s'aligner sur les agendas nationaux de relance verte

Résultats attendus

- Aider les pays en développement à mettre en œuvre des projets de CDN ambitieux encourageant la relance verte
- Coopération et solidarité accrues au niveau mondial pour promouvoir une relance verte, avec des bénéfices sociaux indirects
- Les projets d'appui aux MAAN montrent que le financement de la lutte contre le changement climatique est capable de stimuler efficacement le changement transformationnel dans les pays, y compris la mise en œuvre de CDN, de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de favoriser le développement neutre en carbone

Mesures de soutien à

- ✓ l'atténuation

Acteurs impliqués

- NAMA Facility
- German and UK governments

Secteurs et domaines

- Efficacité énergétique
- Énergie renouvelable
- Déchets
- Transport
- Agriculture, foresterie et autres utilisations des terres

Aperçu

Lors de l'édition 2020 de la Semaine du climat de New York, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont annoncé le lancement d'un appel à projets spécial baptisé « Ambition Initiative » en vertu de la NAMA Facility (NAMA (ou MAAN) = mesures d'atténuation appropriées au niveau national), qui vise à aider les pays éligibles à l'APD à mettre en œuvre des CDN améliorées et ambitieuses et à aligner ces efforts avec leurs programmes nationaux de relance verte. Plus de 174 millions d'euros de financement ont été affectés à l'action climatique. L'argent aidera les pays en développement disposant de projets d'atténuation ambitieux à mener à bien leur transformation vers la neutralité carbone et à construire en plus vert lors de la reprise post-pandémie. Les candidats à l'appel à projets « Ambition Initiative » devront prouver que les projets sont intégrés aux stratégies nationales et montrer clairement leurs liens avec les CDN améliorées et ambitieuses et avec les mesures mises en place par le pays pour promouvoir la relance

verte suite aux impacts de la pandémie de COVID-19. Les pays qui sont membres du NDC Partnership devront prouver leur alignement avec les plans de partenariat ou de mise en œuvre des CDN.

À compter de décembre 2020, les candidats sont invités à soumettre à l'initiative « Ambition Initiative » le résumé de leur projet d'appui aux MAAN. Les projets d'appui aux MAAN combinent des réformes politiques et/ou réglementaires et des mécanismes financiers. Les politiques doivent permettre de créer un environnement favorable, tandis que les réglementations et les mécanismes financiers orientent les flux financiers vers des investissements porteurs d'un développement neutre en carbone. Les réglementations et les mécanismes financiers serviront à éliminer les obstacles potentiels à l'investissement et à tirer parti du soutien public et privé aux activités d'atténuation.

Mise en œuvre

- La [date limite](#) de transmission électronique des projets est fixée au 31 mai 2021. Des décisions de financement provisoires seront prises avant ou pendant la COP26 de Glasgow.
- La NAMA Facility a organisé des [webinaires en ligne](#) pour aider les candidats potentiels à élaborer le résumé qui doit être soumis au programme « Ambition Initiative ».

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- Les pays en développement ayant des objectifs ambitieux, alignés sur la relance verte, en matière de lutte contre le changement climatique, de biodiversité et de développement durable, ont davantage accès à la coopération et aux financements internationaux.
- L'appel à projets « Ambition Initiative » est un exemple de solidarité internationale destinée à appuyer la mise en œuvre des CDN et à promouvoir leurs bénéfices sociaux indirects pour favoriser la relance verte.
- Pendant l'appel à projets « Ambition Initiative », l'unité d'assistance technique de la NAMA Facility collectera les questions écrites relatives à l'initiative et publiera tous les mois des éclaircissements et des questions fréquemment posées sur le [site Internet de la NAMA Facility](#).

Coopération internationale et financement

Outils économiques, monétaires et fiscaux

solutions basées sur la nature, pour soutenir la biodiversité et l'agriculture durable

Mondial

Financer la relance verte par des échanges dette-nature

Résultats attendus

- Résultats positifs pour la préservation de la biodiversité et la restauration des écosystèmes dans les pays débiteurs, ce qui favorise l'adaptation et la résilience
- Une marge budgétaire accrue pour permettre aux pays en développement de lutter contre la pandémie et de réduire la charge de la dette.

Mesures de soutien à

- ✓ l'adaptation

Acteurs impliqués

- Créanciers internationaux
- Club de Paris
- Gouvernements nationaux
- Organisations et parties prenantes locales

Secteurs et domaines

- Biodiversité
- Financements internationaux

Aperçu

Même avant la pandémie, une inquiétude croissante régnait au sujet de la dette des pays en développement (elle avait [dépassé 8 000 milliards d'USD fin 2019](#)). La pandémie de COVID-19 n'a fait qu'aggraver la situation. Les échanges dette-climat et dette-nature sont des programmes en vertu desquels un créancier accepte de réduire la dette (soit en la convertissant en monnaie locale, soit en appliquant un taux d'intérêt réduit ou autre forme d'annulation de la dette), l'argent économisé étant alors utilisé pour investir, entre autres, dans la résilience au changement climatique, l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre ou des initiatives de protection de la biodiversité. [L'idée a fait son chemin dans les années 1990](#) lors des premières demandes d'allègement de la dette, ce qui a conduit à la mobilisation de 1,2 milliard d'USD pour des projets de préservation.

Récemment, 27 millions d'USD ont été investis dans les [Seychelles en 2018](#) et consacrés à la résilience climatique, à la gestion de la pêche, à

la préservation de la biodiversité et à l'écotourisme. [L'Argentine](#) a également utilisé un échange dette-environnement avec les États-Unis, ce qui a permis le rachat de certaines dettes en monnaie locale et le réinvestissement de l'argent dans la protection de l'environnement.

Outre les initiatives immédiates de lutte contre le COVID-19 telles que l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD), plusieurs pays débiteurs ainsi que les [Nations unies](#) ont demandé que l'appui à la relance économique soit aligné sur des objectifs liés au climat et à la nature. De nouvelles propositions telles que la « Debt Relief for a Green and Inclusive Recovery » de la Fondation Heinrich Böll et autres ont été mises en avant. [L'Alliance des petits États insulaires](#) (AOSIS) ainsi que les dirigeants du [Pakistan](#), de la [Jamaïque](#), de la [Namibie](#) et de la [Mauritanie](#) ont tous exhorté les acteurs concernés à envisager des échanges dette-climat et dette-nature pour les mesures de relance de leurs pays face à la crise du COVID-19.

Mise en œuvre

- Deux points de départ importants pour utiliser les échanges de dettes : (1) réaliser une [analyse de la durabilité de la dette](#) du pays et (2) [vérifier que le pays finance les priorités nationales et locales en matière de biodiversité](#), par exemple celles figurant dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique et les CDN.
- S'ils participent à une restructuration de la dette, les pays en développement risquent d'obtenir des notations de crédit médiocres. Toutefois, malgré cette baisse temporaire, [l'expérience montre que le fait de se concentrer sur la durabilité de la dette plutôt que sur un accès immédiat](#) améliore les notations à moyen et à long terme.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- Un appui devrait être apporté à tous les pays à revenu faible et moyen dont la dette est considérée comme non viable afin qu'ils participent à un programme de restructuration de la dette.
- [Les échanges doivent inclure une portion significative d'allègement de la dette](#). Pour les pays qui sont déjà confrontés à des contraintes budgétaires importantes, il ne sert à rien d'échanger de la dette si aucun effort n'est engagé pour améliorer la marge budgétaire.
- L'appui est particulièrement efficace si la priorité est donnée au [renforcement des institutions locales et nationales](#), par exemple en canalisant l'échange directement par l'intermédiaire de systèmes gouvernementaux ou d'un appui budgétaire direct. Les approches inclusives et systémiques de la restructuration de la dette ont un effet positif sur l'appropriation des gouvernements débiteurs.
- La dette bilatérale à long terme des [membres du Club de Paris](#) a été proposée comme la meilleure cible possible pour les échanges de dette en raison de son potentiel de distribution rapide par négociations. Sachant que la Chine et les obligataires commerciaux/privés sont devenus des créanciers majeurs de l'architecture de la dette mondiale, il est également important de réfléchir à leur rôle et à leurs besoins de participation.

Rwanda

Renforcer l'électricité durable et la cuisson propre

Résultats attendus

- Améliorer l'approvisionnement en énergie propre et en combustibles de cuisson propres, pour améliorer la qualité de l'air et les conditions de vie de plus de 2 millions de personnes

Mesures de soutien à

- ✓ l'atténuation

Acteurs impliqués

- Gouvernement national
- Banque mondiale

Secteurs et domaines

- Énergie
- Financements internationaux

Aperçu

Le gouvernement rwandais [prévoit](#) d'offrir un accès universel à l'électricité d'ici 2024 et à des combustibles de cuisson propres d'ici 2030. Pour contribuer à la réalisation de cet objectif ainsi qu'à une relance verte, la Banque mondiale a approuvé, en septembre 2020, une subvention de 75 millions d'USD et un prêt d'un même montant pour le [projet d'accès à l'énergie et d'amélioration de la qualité élaboré par le Rwanda](#). Le [Fonds pour la cuisson propre](#) de la Banque mondiale a alimenté la composante de cuisson propre à hauteur de 10 millions d'USD, tandis que 10 millions d'USD supplémentaires étaient apportés par l'Association internationale de développement de la Banque mondiale. Le projet (la plus grande opération en faveur de la cuisson propre jamais organisée en Afrique) offrira l'accès à des solutions de cuisson propres à plus de [deux millions de personnes](#) au Rwanda.

Le Rwanda a pris des mesures complémentaires pour favoriser la cuisson propre : le ministère de l'Environnement a notamment interdit l'utilisation et l'achat de charbon à [Kigali en mai 2020](#) pour tenter de protéger l'environnement en réduisant l'utilisation de bois combustible.

Les fonds mobilisés seront [utilisés](#) pour appuyer le programme en cours dans le pays qui vise à augmenter le nombre de raccordements au réseau d'électricité et à fournir des subventions pour réduire le prix des systèmes solaires individuels hors réseau. En outre, le pays augmentera la quantité d'électricité propre disponible, en restaurant les capacités du projet d'hydroélectricité de Ntaruka, en améliorant les lignes de transmission et en apportant son soutien au programme national de compteurs intelligents.

Mise en œuvre

- Le financement du projet a été approuvé en septembre 2020 ; le projet s'achèvera en décembre 2026.
- Rwanda Energy Group a [lancé un appel à technologies de cuisson propres](#) pour encourager les fabricant.e-s et les vendeur.euse-s à soumettre leurs technologies pour évaluation, sur une base renouvelable.
- La [Banque mondiale](#) augmente le nombre de partenariats afin d'élargir le consensus sur l'importance de la cuisson propre et d'en faire une priorité au niveau mondial et au niveau des pays. Ces partenariats ont pour but de moderniser les technologies, les modèles d'affaires et les mécanismes de financement qui permettent d'aboutir à des solutions abordables.

Enseignements acquis/éléments à retenir à ce jour

- Les projets de relance verte peuvent être intégrés aux plans existants de réalisation des objectifs de développement durable à long terme (garantir l'accès universel à l'électricité) et complétés par des changements de réglementation (interdire les combustibles polluants).
- La Banque mondiale [définit](#) une liste d'indicateurs de performance (exemples : 1,6 million de personne bénéficiant d'un meilleur accès à l'électricité ou 2,2 millions de personnes bénéficiant d'un meilleur accès à la cuisson propre d'ici 2026), qui pourra servir de référence positive sur la manière de communiquer les objectifs d'interventions similaires.



Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société
Bonn et Eschborn

Friedrich-Ebert-Allee 40
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 4460 - 0
F +49 228 4460 - 1766

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 6196 79 - 0
F +49 6196 79 - 1115

E info@giz.de
I www.giz.de